



**11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

Request For Supply Arrangement - Demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement

Offer to: Department of Public Works and Government Services

We hereby offer to provide to Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services, in accordance with the terms and conditions set out herein or attached hereto, the goods, services, and construction detailed herein and on any attached sheets.

Offre au: Ministère des Travaux publics et des Services
gouvernementaux

Nous offrons par la présente de fournir au Canada, représenté par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Material Traffic Division /Division du transport du matériel

11 Laurier St. / 11, rue Laurier
7B3, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A0S5

Title - Sujet SERVICE DU TRANSPORTATION	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60LM-140025/C	Date 2016-06-10
Client Reference No. - N° de référence du client E60LM-140025	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$LM-001-71069
File No. - N° de dossier lm001.E60LM-140025	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-06-27	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Jiang, Kevin	Buyer Id - Id de l'acheteur lm001
Telephone No. - N° de téléphone (819)420-2975 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	
Security - Sécurité This request for a Supply Arrangement does not include provisions for security. Cette Demande pour un arrangement ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	5
1.4 CONTENU CANADIEN	6
1.5 COMPTE RENDU	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES FOURNISSEURS.....	7
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	7
2.2 PRÉSENTATION DES ARRANGEMENTS.....	7
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE – AVIS	7
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'ARRANGEMENTS EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT	7
2.5 LOIS APPLICABLES.....	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS	9
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS.....	9
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	10
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	11
4.3 VIABILITÉ FINANCIÈRE.....	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS.....	13
5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UN ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT	13
PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	14
A. ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT	14
6.1 ARRANGEMENT.....	14
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	14
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	14
6.4 DURÉE DE L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT	15
6.5 RESPONSABLES	15
6.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	16
6.7 OCCASION DE QUALIFICATION CONTINUE	16
6.8 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	16
6.9 ATTESTATIONS	16
6.10 LOIS APPLICABLES.....	16
6.11 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	17
B. DEMANDE DE SOUMISSIONS	17
6.1 DOCUMENTS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS	17
6.2 PROCESSUS DE DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	18
C. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	19
6.1 GÉNÉRAL	19
ANNEXE A	20
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	20

N° de l'invitation - Sollicitation No.
E60LM-140025/C
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60LM-140025

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
Im001E60LM-140025

Id de l'acheteur - Buyer ID
Im001
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE B	24
BASE DE PAIEMENT	24
ANNEXE C	25
ATTESTATIONS.....	25
ANNEXE D	25
MODÈLE DE FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUMISSIONS ET CLAUSES DE CONTRAT SUBSÉQUENT	25

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des fournisseurs: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DAMA;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des arrangements: donne aux fournisseurs les instructions pour préparer l'arrangement afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et Méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir; et
- Partie 6 6A, Arrangement en matière d'approvisionnements, 6B, Demandes de soumissions, et 6C, Clauses du contrat subséquent:
- 6A, contient l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et les clauses et conditions applicables;
- 6B, contient les instructions du processus de demande de soumissions dans le cadre d'un (AMA);
- 6C, contient des renseignements généraux pour les conditions des modèles de contrat uniformisés émis suite à un AMA.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, attestations, et modèle de formulaire de demande de soumissions et clauses du contrat subséquent.

1.2 Sommaire

1.2.1 Un AMA permet aux clients, selon certaines modalités, de demander des soumissions à des fournisseurs présélectionnés. Cet AMA ne constitue pas un contrat en soi et ne lie pas légalement les parties qui n'ont signé que ce document. Le but d'un AMA est d'établir un encadrement permettant de traiter rapidement les contrats de biens ou de services comportant des obligations légales. Les AMA comprennent un ensemble minimum de conditions pouvant s'appliquer à chacun des contrats, et sont conclus par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

1.2.2 La présente DAMA permet aux fournisseurs intéressés de déposer un arrangement pour devenir des fournisseurs qualifiés et d'être autorisés à fournir des services sur demande pour des travaux se rapportant aux services exclusifs programmés de transport et aux services connexes, qui consisteront essentiellement à faire des tournées exclusives programmées pour la livraison du courrier et des marchandises et à fournir des services connexes, dans des immeubles ou entre des immeubles situés dans la Région de la capitale nationale ou dans les grandes agglomérations du Canada.

Les points d'origine et de destination des livraisons seront normalement entre les bureaux du gouvernement fédéral, mais pourront également ne pas être limités uniquement à ce genre de bureaux.

Les livraisons seront essentiellement dans les limites des villes ou dans les zones périphériques de ces villes, sauf dans certains cas exceptionnels.

TPSGC propose d'attribuer plusieurs AMA pour les services exclusifs programmés de transport et les services connexes.

Les catégories de véhicules et de main-d'œuvre ci-après sont recherchées. À cet égard veuillez vous reporter à l'annexe B, Base de paiement.

- A) chauffeurs-livreurs exclusifs avec voitures ;
- B) chauffeurs-livreurs exclusifs avec familiales;
- C) chauffeurs-livreurs exclusifs avec camions d'une demi-tonne ;
- D) chauffeurs-livreurs exclusifs avec mini-fourgonnettes ;
- E) chauffeurs-livreurs exclusifs avec fourgonnettes utilitaires ;
- F) chauffeurs-livreurs exclusifs avec grands fourgons ;
- G) chauffeurs-livreurs exclusifs avec camions d'une tonne ;
- H) chauffeurs-livreurs exclusifs avec camions de trois tonnes ;
- I) chauffeurs-livreurs exclusifs avec camions de cinq tonnes.

*** Ainsi que de la main-d'œuvre supplémentaire.

NOTA : La portée de l'AMA et des contrats subséquents ne doit pas servir de moyen pour embaucher du personnel temporaire. On doit faire appel à de la main-d'œuvre supplémentaire pour répondre aux besoins des tournées se rapportant aux services exclusifs programmés de transport.

1.2.3 Les utilisateurs désignés comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R. (1985), ch. F-11. Les utilisateurs désignés pourront publier des demandes de soumissions et attribuer des contrats aux fournisseurs qualifiés dans le cadre d'un AMA pour la fourniture de services exclusifs programmés de transport et de services connexes, sur demande.

1.2.4 Ce besoin est assujéti à l'Accord sur le commerce intérieur.

Le présent marché est exclu de l'Accord de libre-échange nord-américain en vertu de l'alinéa 1.d) de l'annexe 1001.2b et de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, en vertu de l'alinéa 1.d) de l'appendice 1.

1.2.5 Période de l'arrangement en matière d'approvisionnement

La période de l'AMA sera du 1^{er} juillet 2016 au 31 mars 2018, et deux (2) périodes d'option d'une durée respective d'un an pourraient s'y ajouter.

Les contrats attribués à l'étape des demandes de soumissions peuvent dépasser la date d'expiration de l'AMA, ou de toute prolongation de celui-ci.

Options de prolongation de la période de l'AMA

Le fournisseur recevable concède par les présentes au Canada une option irrévocable lui permettant de prolonger la durée de l'AMA pour deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an chacune, selon les mêmes modalités et conditions. Le Canada pourra exercer cette option en tout temps, en informant par écrit le titulaire de l'AMA de son intention au moins trente (30) jours avant la date d'expiration de cet AMA ou de toute période de prolongation de ce dernier.

Les prolongations seront traitées par l'intermédiaire d'une mise à jour annuelle de la DAMA (pour des détails, voir le paragraphe 6, A.).

1.2.6 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Les invitations à soumissionner publiées dans le cadre des AMA peuvent être utilisées pour des livraisons à effectuer à des endroits à l'intérieur ou à l'extérieur d'une région visée par une ERTG.

Le responsable de l'AMA adressera l'avis d'achat aux groupes revendicateurs concernés à la date de l'affichage sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement.

Les ERTG contiennent des obligations contractuelles précises pour le gouvernement, qui s'appliquent aux contrats de biens, de services et de construction dans les régions visées par les ERTG. Pour toute invitation à soumissionner suivant un arrangement en matière d'approvisionnement qui peut donner lieu à des livraisons de biens ou de services dans le cadre d'une ERTG, chaque fois que c'est possible et compatible avec une saine gestion des achats, d'autres critères d'évaluation socio-économiques supplémentaires seront ajoutés au moment de la demande de soumissions afin de respecter les obligations contractuelles des ERTG. Il peut également exister certaines restrictions relatives à l'accès aux terres autochtones. Avant l'établissement des contrats, l'utilisateur désigné doit examiner les dispositions relatives à l'accès des ERTG applicables et assurer la liaison avec les personnes-ressources appropriées au sein de la Direction générale de la mise en œuvre d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada pour de l'orientation.

1.2.7 Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2008 des dispositions relatives à l'intégrité, les fournisseurs doivent fournir une liste de tous les propriétaires et(ou) administrateurs et toute autre documentation connexe, au besoin. Consulter la section 4.21 du Guide des approvisionnements pour en savoir plus sur les dispositions relatives à l'intégrité.

1.2.8 Pour les besoins de services, les fournisseurs doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 2.3 de la Partie 2 de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires.

1.2.9 La demande de soumissions pour un besoin résultant d'un arrangement en matière d'approvisionnement pourrait accorder une préférence aux produits et(ou) aux services canadiens ou se limiter aux produits et(ou) aux services canadiens.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité (s'il y a lieu) seront seulement connues au moment de la demande de soumissions et seront déterminées par l'utilisateur désigné.

Si des exigences relatives à la sécurité sont requises à l'étape de la demande de soumissions, l'utilisateur désigné fournira une liste de vérification des exigences relatives à la sécurité aux fournisseurs afin qu'ils respectent les exigences relatives à la sécurité précisées.

Les fournisseurs voulant être commandités pour l'habilitation de sécurité par l'intermédiaire de la Direction de la sécurité industrielle canadienne de TPSGC doivent communiquer avec le responsable de l'AMA indiqué dans le présent document.

Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les fournisseurs devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

1.4 Contenu canadien

Un achat en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement pourrait être limité aux produits et(ou) services canadiens tel qu'il est défini à la clause A3050T.

Clause du *Guide des CCUA* A3050T (2014-11-27) Définition du contenu canadien

1.5 Compte rendu

Les fournisseurs peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement. Les fournisseurs devraient en faire la demande au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES FOURNISSEURS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les fournisseurs qui présentent un arrangement s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DAMA et acceptent les clauses et les conditions de l'arrangement en matière d'approvisionnement et du ou des contrats subséquents.

Le document 2008 (2016-04-04), Instructions uniformisées - demande d'arrangements en matière d'approvisionnement - biens ou services, sont incorporées par renvoi à la DAMA et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2008, Instructions uniformisées - demande d'arrangements en matière d'approvisionnement - biens ou services, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des arrangements

Les arrangements doivent être présentés uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement.

En raison du caractère de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement, les arrangements transmis par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptés.

2.3 Ancien fonctionnaire – Avis

Les contrats de services attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Par conséquent, la demande de soumissions exigera que vous soumettiez les renseignements qui, dans l'éventualité que vous soyez le soumissionnaire retenu, votre statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire seront requis afin d'être publiés sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive générés conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#), du Secrétariat du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'arrangements en matière d'approvisionnement

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les fournisseurs devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DAMA auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au fournisseur de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les fournisseurs. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les fournisseurs.

2.5 Lois applicables

L'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et tout contrat attribué en vertu de l'AMA seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les fournisseurs peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de l'arrangement ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les fournisseurs acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS

3.1 Instructions pour la préparation des arrangements

Le Canada demande que les fournisseurs fournissent l'arrangement en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Arrangement technique (1 exemplaire papier)
- Section II : Arrangement financier (1 exemplaire papier et une copie électronique sur CD)
- Section III : Attestations (1 exemplaire papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'arrangement financier seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'arrangement.

Le Canada demande que les fournisseurs suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer l'arrangement.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les fournisseurs devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Arrangement technique

Dans l'arrangement technique, les fournisseurs devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Arrangement financier

Les fournisseurs doivent présenter l'arrangement financier en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les arrangements seront évalués par rapport à l'ensemble du besoin de la DAMA, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les arrangements.

4.1.1 Critères techniques

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

4.1.1.1 a) Profil de l'entreprise

Le fournisseur doit indiquer sa dénomination sociale complète dans son arrangement.

Dans le cas d'une coentreprise, le fournisseur doit préciser l'identité des membres du personnel ou (dans le cas d'une coentreprise non constituée en société incorporée), l'identité de ses actionnaires, les principales activités des membres et des actionnaires, ainsi que la structure de la propriété.

Si une coentreprise donne suite à cette DAMA, le fournisseur doit décrire la nature exacte de la coentreprise et sa situation juridique, en plus de confirmer qu'il accepte de respecter les principes généraux suivants :

- a) les signataires sont conjointement et solidairement responsables des obligations de l'entrepreneur dans le cadre de tout contrat attribué au fournisseur pour donner suite à un AMA attribué en réponse à cette DAMA;
- b) le versement des sommes prévues dans tout contrat au dirigeant désigné de la coentreprise constituera une quittance de toutes les parties;
- c) tout avis donné par le ministre au dirigeant désigné de la coentreprise sera réputé avoir été signifié à tous les membres de la coentreprise;
- d) en cas de différend entre les membres de la coentreprise ou de changement dans la composition de cette coentreprise, le ministre pourra, à sa discrétion, résilier le contrat sans modifier d'aucune façon la responsabilité des signataires initiaux liée à l'exécution des conditions du contrat;
- e) dans les cas où le Canada constate que la coentreprise n'a pas de moyens financiers suffisants pour garantir l'exécution du contrat, il pourra exiger des garanties financières pour l'exécution des obligations de la coentreprise, ou encore demander à chacun des membres de cette coentreprise des garanties financières et d'exécution.

4.1.1.1 b) Références et projets pertinents du fournisseur et de la société

Le fournisseur doit avoir réalisé, au cours des cinq (5) dernières années, au moins trois (3) projets se rapportant aux travaux à réaliser dans le cadre du projet de services exclusifs programmés de transport et des services connexes. Pour être considéré comme valable, chaque projet doit avoir eu une durée d'au moins deux mois ou 60 jours civils.

Le fournisseur doit fournir les renseignements suivants pour chaque projet cité en référence :

- une description du projet, y compris des produits livrables;
 - les dates de début et de fin (le mois et l'année suffisent. Si le nombre de jours est indiqué avec le mois et l'année, le nombre de jours l'emportera sur le nombre de mois);
 - les coordonnées du client (nom et numéro de téléphone).
- Le Canada se réserve le droit de communiquer avec le client, au besoin, afin de vérifier le ou les projets cités par le fournisseur.

4.1.2 Évaluation financière

Les fournisseurs doivent soumettre des tarifs journaliers maximums pour le chauffeur-livreur avec véhicule et la ville pour lesquels ils désirent soumissionner ou ajouter des catégories de véhicules avec chauffeur-livreur ou des villes supplémentaires, conformément à la base de paiement de l'Annexe B pour l'arrangement.

- Le tarif journalier est défini comme étant le tarif pour une journée ouvrable de 7,5 heures, excluant les pauses-repas.
- Les tarifs journaliers maximums demandés visent un chauffeur-livreur avec véhicule et doivent être tout compris, en dollars canadiens.
- La taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et tout supplément pour le carburant ne doivent pas être inclus dans les tarifs journaliers maximums.
- La question des frais supplémentaires pour le carburant sera traitée au moment de la demande de soumissions et du contrat subséquent s'il y a hausse du prix du carburant sur le marché.
- Heures supplémentaires : Tous les membres du personnel proposé doivent être en mesure de fournir des services en dehors des heures normales de travail pendant la durée du contrat. Dans des circonstances exceptionnelles, des heures supplémentaires pourraient être payées, à condition que l'utilisateur désigné y consente par écrit au préalable et que cela soit conforme aux règlements fédéraux et provinciaux.

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

4.1.2.1 a) Les fournisseurs doivent soumettre un tarif journalier maximum pour au moins une ville et au moins une catégorie de véhicule avec chauffeur-livreur.

4.1.2.2 b) Les fournisseurs doivent également soumettre des tarifs journaliers maximums pour la main-d'œuvre.

- Si la main-d'œuvre supplémentaire est offerte sans frais au Canada, le fournisseur doit indiquer « aucuns frais ou A.F. » sous la catégorie pertinente.
- Si la main-d'oeuvre supplémentaire n'est pas disponible, le fournisseur doit indiquer « non disponible ou N.D. » sous la catégorie pertinente, ou bien laisser tout simplement la section vide.

4.1.2.3 c) Les tarifs maximums indiqués doivent comprendre les périodes suivantes :

- période du 1^{er} juillet 2016 au 31 mars 2018;
- première année d'option du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019;
- deuxième année d'option du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

4.1.2.4 d) Les fournisseurs doivent utiliser la feuille de calcul fournie uniquement pour indiquer les tarifs journaliers maximums.

4.2 Méthode de sélection

Un arrangement doit respecter les exigences de la DAMA et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques et financiers obligatoires pour être déclaré recevable.

Tous les fournisseurs recevables se verront attribuer un AMA et deviendront fournisseurs qualifiés dans le cadre de cet arrangement. Les tarifs journaliers maximums proposés dans l'AMA représentent les tarifs maximums qu'un fournisseur qualifié pourra proposer en réponse à toute demande de soumissions dans le cadre de l'AMA. Les fournisseurs qualifiés peuvent soumettre des tarifs fermes inférieurs à leurs maximums au moment de la demande de soumissions. Sur demande de l'utilisateur désigné, les fournisseurs pourront proposer des prix uniquement pour les besoins relatifs aux catégories de chauffeurs-livreurs et de véhicules (incluant la main-d'œuvre supplémentaires requis) et aux villes pour lesquelles ils se sont qualifiés.

4.3 Viabilité financière

La clause S0030T (2014-11-27), Viabilité financière, du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat est intégrée par renvoi à la présente DAMA et en fait partie intégrante.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les fournisseurs doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) leur soit émis.

Les attestations que les fournisseurs remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada à tout moment par ce dernier. Le Canada déclarera un arrangement non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des arrangements, ou pendant la durée de tout arrangement en matière d'approvisionnement découlant de cette DAMA et tous contrats subséquents.

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du fournisseur. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement, l'arrangement peut être déclaré non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'arrangement mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement informera le fournisseur du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'arrangement sera déclaré non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant un arrangement, le fournisseur atteste que le fournisseur et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - arrangement, des instructions uniformisées 2008. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Attestations supplémentaires préalables à la publication d'un arrangement en matière d'approvisionnement

Les attestations énumérées à l'Annexe C devraient être remplies et fournies avec l'arrangement, mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une des attestations requises n'est pas remplie et fournie comme il est demandé, le responsable de l'AMA en informera le fournisseur et lui accordera un délai pour qu'il fournisse les renseignements. Si le fournisseur ne répond pas à la demande du responsable de l'AMA et ne fournit pas les attestations dans les délais prévus, l'arrangement sera déclaré non recevable.

PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT

6.1 Arrangement

L'arrangement en matière d'approvisionnement couvre les travaux décrits dans l'Énoncé des travaux à l'annexe A.

6.2 Exigences relatives à la sécurité

La présente DAMA ne comporte pas d'exigences relatives à la sécurité. Le cas échéant, ces exigences seront indiquées au moment de la demande de soumissions.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2020 (2016-04-04), Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services, s'appliquent au présent arrangement en matière d'approvisionnement et en font partie intégrante.

6.3.2 Modification de la dénomination sociale

Un arrangement ne peut pas être cédé ou transféré, que ce soit en totalité ou en partie. L'arrangement n'est attribué qu'au fournisseur possédant la dénomination sociale indiquée dans la soumission. Pendant la période de l'AMA, si le fournisseur modifie sa dénomination sociale, l'AMA attribué peut être résilié.

6.3.3 Arrangement en matière d'approvisionnement - établissement des rapports

Le fournisseur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'AMA.

Chaque fois qu'un fournisseur obtient un contrat en vertu du présent AMA, le fournisseur doit communiquer les renseignements suivants au responsable de l'AMA :

1. le numéro du contrat;
2. une courte description du contrat;
3. le ministère client;
4. la personne-ressource du client, y compris son nom, son numéro de téléphone et son adresse de courriel;
5. la période du contrat;
6. la valeur du contrat.

Le fait de ne pas fournir les rapports remplis au complet conformément aux directives mentionnées ci-dessus peut entraîner le retrait de l'AMA par le Canada, le retrait du fournisseur de la liste de fournisseurs qualifiés et l'application d'une mesure corrective du rendement du fournisseur.

6.4 Durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement

6.4.1 Période de l'arrangement en matière d'approvisionnement

La période pour attribuer des contrats dans le cadre de l'AMA est du 1^{er} juillet 2016 au 31 mars 2018, et deux (2) périodes d'option d'une durée respective d'un an pourraient s'y ajouter.

Les contrats attribués à l'étape des demandes de soumissions peuvent dépasser la date d'expiration de l'AMA, ou de toute prolongation de celui-ci.

Options de prolongation de la période de l'AMA

Le fournisseur recevable concède par les présentes au Canada une option irrévocable lui permettant de prolonger la durée de l'AMA pour deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an chacune, selon les mêmes modalités et conditions. Le Canada pourra exercer cette option en tout temps, en informant par écrit le titulaire de l'AMA de son intention au moins trente (30) jours avant la date d'expiration de cet AMA ou de toute période de prolongation de ce dernier.

Les prolongations seront traitées par l'intermédiaire d'une mise à jour annuelle de la DAMA (pour des détails, voir le paragraphe 7 de la Partie 6, A.).

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement

Le responsable de l'AMA est :

Kevin Jiang
Spécialiste de l'approvisionnement
TPSGC
Direction générale des approvisionnements, Direction de la gestion du transport
Place du Portage, phase III, 7B3
11, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : 819-420-2975
Télécopieur : 819-956-4944
Courriel : kevin.jiang@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'AMA est responsable de la publication de l'AMA, de son administration et de sa révision, s'il y a lieu.

6.5.2 Représentant du fournisseur

Nom : _____
Titre : _____
Téléphone : ____-____-____
Télécopieur : ____-____-____
Courriel : _____

6.6 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R. (1985), ch. F-11.

6.7 Occasion de qualification continue

Un avis sera affiché une fois par année sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement pour permettre à de nouveaux fournisseurs de se qualifier. Les fournisseurs déjà qualifiés, auxquels un AMA a été accordé, ne seront pas tenus de soumettre un nouvel arrangement.

6.8 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document figurant en premier dans la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document figurant plus bas sur la liste.

- a) les articles de l'AMA;
- b) les conditions générales 2020 (2016-04-04), Conditions générales – arrangements en matière d'approvisionnement – biens ou services
- c) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) l'Annexe B, Base de paiement;
- e) l'Annexe C, Attestations;
- f) l'Annexe E, Modèle de formulaire de demande de soumissions et clauses du contrat subséquent;
- g) l'arrangement du fournisseur daté du _____ (insérer la date de l'arrangement), (si l'arrangement a été clarifié ou modifié, insérer au moment de l'émission de l'arrangement : « clarifié le _____ » **ou** « tel que modifié le _____ » (insérer la ou les dates de la **ou** des clarifications ou modifications s'il y a lieu).

6.9 Attestations

6.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par le fournisseur avec son arrangement ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'AMA et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'AMA. En cas de manquement à toute déclaration de la part du fournisseur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec l'arrangement comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de suspendre ou annuler l'arrangement en matière d'approvisionnement.

(Voir l'Annexe C, Attestations.)

6.10 Lois applicables

L'AMA et tout contrat subséquent doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____
(insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le fournisseur dans l'arrangement, s'il y a lieu),
et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Exigences en matière d'assurance

Au moment de la demande de soumissions, le fournisseur devra disposer d'une assurance de responsabilité civile commerciale, une assurance automobile et une assurance tous risques relative aux transports (voir le modèle de formulaire de demande de soumissions et de clauses du contrat subséquent à l'Annexe E-6 dans l'Annexe D).

B. DEMANDE DE SOUMISSIONS

6.1 Documents de demande de soumissions

Le Canada utilisera les modèles uniformisés suivants, qui sont disponibles dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* selon la valeur estimative et la complexité du besoin :

- Simple, pour les besoins de faible valeur;
- Complexité moyenne (CM) pour les besoins de complexité moyenne;
- Complexité élevée (CE) pour les besoins de complexité élevée.

Une copie des modèles peut être fournie sur demande, en communiquant avec la Division des politiques et outils relatifs aux approvisionnements par courriel à l'adresse suivante : outilsapprov.proctools@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

À noter : Les références aux modèles CE, CM et Simple dans les demandes d'arrangements en matière d'approvisionnement émises par TPSGC ne sont fournies qu'à titre d'exemple. Les versions à jour du modèle et des clauses et conditions seront utilisées au moment de la demande de soumissions.

La demande de soumissions comprendra, au minimum :

- a) les exigences relatives à la sécurité (s'il y a lieu);
- b) une description complète des travaux à exécuter;
- c) le document 2003 (plus récente version), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels;

Les paragraphes 04 et 05 de la section 01, Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, du document 2003 Instructions uniformisées, intégrés par renvoi ci-dessus sont supprimés au complet et remplacés par ce qui suit :

4. Les soumissionnaires constitués en personne morale ou qui forment une entreprise à propriétaire unique, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, ont déjà fourni la liste des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire, ou le nom du propriétaire, au moment de présenter un arrangement dans le

cadre de la DAMA. Ces soumissionnaires doivent agir avec diligence en informant le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des administrateurs survenant pendant le processus d'approvisionnement, ainsi que pendant la durée du contrat.

5. Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire – PWGSC-TPSGC 229) pour toute personne susmentionnée, et ce, dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement et les renseignements connexes dans le délai prévu, ou à défaut de coopérer dans le cadre du processus de vérification, la soumission sera déclarée non recevable.

- d) les instructions pour la préparation des soumissions;
- e) les instructions pour la présentation des soumissions (l'adresse pour le dépôt des soumissions, ainsi que la date et l'heure de clôture);
- f) les procédures d'évaluation et la méthode de sélection;
- g) la capacité financière (A9033T);
- h) les attestations.

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ses affiliés et lui respectent les dispositions énoncées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, Instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes nécessaires qui sont indiqués dans les dispositions relatives à l'intégrité aideront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

- i) les conditions du contrat subséquent.

6.2 Processus de demande de soumissions

6.2.1 L'utilisateur désigné sera responsable du processus de demande de soumissions et de l'attribution du contrat.

- Il est obligatoire qu'une demande de soumissions d'une valeur de 25 000 \$ ou plus soit diffusée auprès de tous les fournisseurs qualifiés dans le cadre de l'AMA.
- Il est fortement recommandé qu'une demande de soumissions d'une valeur inférieure à 25 000 \$ soit diffusée auprès de tous les fournisseurs qualifiés dans le cadre de l'AMA.

6.2.2 Chaque contrat attribué pour donner suite à l'AMA ne devra pas dépasser 400 000,00 \$, incluant toutes les modifications et la TPS ou la TVH.

6.2.3 Des demandes de soumissions seront publiées pour des besoins précis dans le cadre de l'AMA auprès de fournisseurs auxquels on a attribué un AMA. Les fournisseurs qui seront invités à soumissionner seront choisis en fonction de la catégorie de véhicule, de la main-d'œuvre supplémentaires, ainsi que de la ville visée par l'utilisateur désigné et où le fournisseur peut offrir ses services.

6.2.4 La demande de soumissions sera envoyée directement aux fournisseurs. La demande de soumissions préparée par l'utilisateur désigné ne sera pas publiée sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement.

6.2.5 Les contrats attribués par suite de la demande de soumissions peuvent dépasser la date

d'expiration de l'AMA, ou de toute prolongation de celui-ci.

- 6.2.6** L'utilisateur désigné doit se servir de l'Annexe D du présent document, Modèle de formulaire de demande de soumissions et clauses du contrat subséquent, pour la préparation de la demande de soumissions et du contrat.

Les formulaires suivants doivent être utilisés comme première page du document de demande de soumissions et comme première page du contrat subséquent. Ces formulaires sont disponibles sur le site Web Catalogue de formulaires (http://publiservice-app.tpsgc-pwgsc.gc.ca/forms/text/search_for_forms-f.html).

PWGSC-TPSGC 9400-3, Demande de soumissions

PWGSC-TPSGC 9400-4, Contrat

C. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Général

Les conditions de tout contrat attribué en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement seront en conformité avec les clauses du contrat subséquent faisant partie de la demande de soumissions.

Pour tout contrat attribué en utilisant le modèle :

- a) Simple (pour les besoins de faible valeur), les conditions générales 2029 (2016-04-04) s'appliqueront au contrat subséquent;
- b) CM (pour les besoins de complexité moyenne), les conditions générales 2010C (2016-04-04) s'appliqueront au contrat subséquent;
- c) CE (pour les besoins de complexité élevée), les conditions générales 2035 (2016-04-04) s'appliqueront au contrat subséquent.

Les modèles ci-dessus sont disponibles dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Une copie des modèles peut être fournie sur demande, en communiquant avec la Division des politiques et outils relatifs aux approvisionnements par courriel à l'adresse suivante : outilsapprov.proctools@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

À noter : Les références aux modèles CE, CM et Simple dans les demandes d'arrangements en matière d'approvisionnement émises par TPSGC ne sont fournies qu'à titre d'exemple. Les versions à jour du modèle et des clauses et conditions seront utilisées au moment de la demande de soumissions.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Chauffeurs-livreurs et véhicules spécialisés pour la livraison du courrier et des marchandises

Objectif

Le présent énoncé des travaux décrit une diversité de besoins possibles que les utilisateurs désignés peuvent avoir par rapport aux services exclusifs programmés de transport pendant la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Les services consisteront essentiellement à faire des tournées exclusives programmées pour la livraison du courrier et des marchandises, dans des immeubles ou entre des immeubles situés dans la région de la capitale nationale ou dans les grandes agglomérations du Canada où les utilisateurs désignés sont situés.

Les points d'origine et de destination des livraisons seront normalement entre les bureaux du gouvernement fédéral, mais pourront également ne pas être limités uniquement à ce genre de bureaux. Les livraisons seront essentiellement dans les limites des villes ou dans les zones périphériques de ces villes, sauf dans certains cas exceptionnels.

Les demandes de soumissions individuelles établies par les utilisateurs désignés comprendront un énoncé des travaux décrivant leurs besoins particuliers.

Tâches

1. Les entrepreneurs doivent fournir des chauffeurs-livreurs avec véhicules et des services de livraison du courrier et des marchandises aux points de service précisés dans l'énoncé des travaux des utilisateurs désignés (pouvant comprendre un calendrier des tournées). Sur demande, les entrepreneurs doivent fournir de la main-d'œuvre et de l'équipement supplémentaires.
2. L'entrepreneur devra ramasser et livrer le courrier et les marchandises aux points de service qui seront précisés au moment de la demande de soumissions.
3. L'entrepreneur veillera à ce que le courrier soit trié et distribué à l'interne.
4. L'entrepreneur veillera à ce que les véhicules soient chargés ou déchargés au besoin.
5. L'entrepreneur devra assurer le contrôle et la sécurité du courrier et des marchandises en cours de transport. Il ne faudra pas laisser de courrier ni de marchandise dans les véhicules le soir. Le courrier et les marchandises non livrés devront être retournés le jour même au point de ramassage.
6. On entend par « courrier et marchandises » les enveloppes, les sacs de courrier, les colis, les paquets, les boîtes, les palettes, ainsi que le mobilier et l'équipement de bureau.

Exigences relatives aux chauffeurs-livreurs

7. Les chauffeurs-livreurs (et les employés auxiliaires supplémentaires) doivent avoir le souci du service à la clientèle et de l'entregent, avoir la capacité de bien travailler avec les autres ainsi qu'une apparence soignée, être de bons communicateurs et être fiables.

8. Les chauffeurs-livreurs doivent être munis d'une carte d'identité personnelle de l'entreprise et présenter cette carte lorsqu'on leur demandera de le faire, à tous les points de ramassage ou de livraison.
9. L'entrepreneur doit fournir des chauffeurs-livreurs remplaçants en cas d'urgence. Les chauffeurs-livreurs remplaçants devront connaître les tournées à effectuer.
10. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les chauffeurs-livreurs et les remplaçants sont équipés de téléphones cellulaires, aux frais de l'entrepreneur. Les téléphones cellulaires doivent toujours être en marche pendant les heures de travail. L'entrepreneur devra fournir à l'utilisateur désigné, avant le début du contrat, la liste des chauffeurs-livreurs et de leur numéro de téléphone cellulaire.

Exigences relatives aux véhicules

11. Les véhicules requis peuvent comprendre aussi bien les voitures que les camions d'une demi-tonne, les familiales, les mini-fourgonnettes, les fourgonnettes utilitaires, les grands fourgons et les camions d'une tonne, de trois tonnes et de cinq tonnes. À moins que l'utilisateur désigné ne l'indique dans la demande de soumissions, l'entrepreneur déterminera la grosseur des véhicules, d'après les caractéristiques de poids et de dimensions des charges que l'utilisateur désigné fera connaître au moment de la demande de soumissions.
12. Les véhicules doivent être immatriculés, en bon état de marche, et exempts de rouille. Afin de démontrer que les véhicules sont conformes aux exigences précisées, pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit, sur demande, fournir l'immatriculation du ou des véhicules et les autres détails pertinents qui indiquent clairement que le ou les véhicules satisfont aux exigences.
13. Les véhicules utilisés doivent :
 - être dotés d'un système de verrouillage et de clés restreint;
 - être verrouillés lorsque les chauffeurs-livreurs ne sont pas dans les véhicules;
 - ne pas servir à transporter des passagers non autorisés.
14. L'entrepreneur doit fournir des véhicules de remplacement et des chauffeurs-livreurs remplaçants en cas d'urgence.

Exigences générales

15. L'entrepreneur doit fournir en continu les services des mêmes chauffeurs-livreurs, sauf pendant leurs vacances ou en cas de congé de maladie. Il doit faire appel à des chauffeurs-livreurs remplaçants et à des véhicules de remplacement en respectant les délais suivants :
 - vacances : préavis d'une (1) semaine à donner à l'utilisateur désigné;
 - congés de maladie : prévenir l'utilisateur désigné au plus tard trente (30) minutes avant l'heure prévue du début de la tournée;
 - panne de véhicule : prévenir l'utilisateur désigné au plus tard trente (30) minutes suivant la panne;
 - défection de chauffeurs-livreurs : prévenir l'utilisateur désigné au plus tard trente (30) minutes avant l'heure prévue du début de la tournée;
 - chauffeurs-livreurs incapables de terminer une tournée pour quelque raison que ce soit : prévenir l'utilisateur désigné au plus tard trente (30) minutes après le début de l'incident.
16. L'entrepreneur sera responsable de la sécurité des personnes qui se trouvent dans les locaux des ministères, ainsi que de la protection des biens ministériels en sa possession.

17. L'entrepreneur devra assumer les frais de carburant, d'huile, d'assurance et de stationnement et payer les contraventions de stationnement, ainsi que tous les autres frais relatifs à l'équipement et aux services. Les utilisateurs désignés ne paieront que les frais précisés dans la base de paiement.
18. L'entrepreneur doit fournir tous les postes de triage nécessaires pour tenir compte du nombre de destinations, notamment les bacs, les tables et les comptoirs. L'équipement fourni par l'entrepreneur doit être approuvé par les utilisateurs désignés.
19. Aucune limite n'est imposée quant au nombre d'articles distincts à transporter à la fois; il ne faut toutefois pas dépasser la capacité normale de transport des véhicules.
20. Tous les articles doivent être ramassés et livrés (en plus d'être numérisés, dans les cas où on demande de le faire) au départ et à destination de chaque établissement, selon les modalités précisées par les utilisateurs désignés dans la demande de soumissions.
21. Les chauffeurs-livreurs devront, sur demande, signer eux-mêmes ou faire signer lisiblement les bordereaux de ramassage et de livraison. Si une signature n'est pas lisible, les chauffeurs-livreurs devront demander au destinataire son nom et l'indiquer en caractères d'imprimerie, de même que l'heure de livraison, sur le bordereau de livraison.
22. Les services seront normalement requis entre 5 h et 17 h, du lundi au vendredi (sauf les jours fériés); il pourrait y avoir des exceptions en fonction des différents besoins. Tous les employés proposés doivent être disponibles pour assurer les services en dehors de ces heures, s'il y a lieu.

REMARQUE : Le jour de la Famille en Ontario (célébré en février) n'est pas un jour férié au gouvernement du Canada et doit être considéré comme une journée de travail normale.
23. Les chauffeurs-livreurs doivent se présenter dans chaque établissement précisé, même s'il n'y a pas de courrier ou de marchandises à livrer. Ils doivent prévenir l'utilisateur désigné lorsqu'il leur est impossible de se présenter à un point de livraison, en plus de leur faire connaître tous les retards par rapport au calendrier de livraison.
24. Les calendriers de ramassage et de livraison pourraient être modifiés. Il faudra indiquer par écrit à l'entrepreneur toutes les modifications importantes à apporter au calendrier des tournées au moins trois (3) jours avant la date d'entrée en vigueur de ces modifications. Toutes les modifications prévues seront transmises au représentant de l'entrepreneur dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions. Toutes les modifications devront être approuvées au préalable par l'autorité contractante de l'utilisateur désigné.
25. Les chauffeurs-livreurs doivent indiquer à l'utilisateur désigné tous les changements apportés à leur calendrier de livraison.
26. L'entrepreneur doit respecter l'ensemble des règlements fédéraux ou provinciaux et des arrêtés municipaux régissant le transport, conformément aux modalités définies par l'utilisateur désigné dans la demande de soumissions. L'entrepreneur devra assumer tous les frais évalués à l'égard de ces règlements et arrêtés.
27. L'entrepreneur devra faire connaître le nom du responsable avec qui communiquer pour signaler les problèmes, demander des renseignements ou pour toute autre question se rapportant au contrat. Il devra faire connaître immédiatement aux utilisateurs désignés tous les problèmes relatifs aux chauffeurs-livreurs et aux véhicules ou à toutes les autres questions se rapportant aux services demandés dans le cadre du contrat. L'entrepreneur devra être disponible pour participer à une réunion sur l'examen des services au moins une fois par trimestre. (Cela sera défini au moment de la demande de soumissions et planifié par l'autorité contractante de l'utilisateur désigné.)

-
- 28.** L'entrepreneur devra assumer les frais engagés par l'État pour les livraisons effectuées par des tiers à la suite d'arrêts omis. On entend par arrêt omis une adresse de livraison précisée dans le calendrier des tournées où l'entrepreneur n'a pas offert les services requis conformément aux modalités du contrat.
- 29.** Dans les cas nécessaires, l'entrepreneur devra utiliser l'équipement portatif fourni par les utilisateurs désignés pour la lecture optique des codes à barres et en assurer l'entretien, de pair avec un système de gestion du transport pour le suivi. Les utilisateurs désignés donneront à l'entrepreneur la formation nécessaire sur l'équipement de lecture optique des codes à barres.
- 30.** L'entrepreneur devra payer les frais de remplacement et de réparation des unités portatives de lecture optique des codes à barres endommagées en raison d'un usage abusif, perdues ou échappées par terre. L'utilisateur désigné assumera les frais d'entretien attribuables à l'usure normale, ainsi que les frais de remplacement des piles.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
E60LM-140025/C
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60LM-140025

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
Im001E60LM-140025

Id de l'acheteur - Buyer ID
Im001
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

(voir la pièce ci-jointe en format Excel)

ANNEXE C

ATTESTATIONS

1. Attestation pour ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec d'anciens fonctionnaires, les fournisseurs doivent fournir les renseignements exigés ci-dessous.

Définitions

Aux fins de la présente clause, « ancien fonctionnaire » signifie un ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R.C., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada et comprend :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« Période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou un autre emploi à la suite de la mise en place des divers programmes de réduction des effectifs de la fonction publique.

« Pension » signifie une pension payable en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, L.R.C., 1985, ch. P-36, et indexée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R.C. 1985, ch. S-24.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

- Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension comme il est défini ci-dessus? OUI () NON ()
- Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :
 - a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
 - b) la date de cessation d'emploi ou de départ à la retraite dans la fonction publique.

Programme de réduction des effectifs

- Est-ce que le fournisseur est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? OUI () NON ()
- Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :
 - a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
 - b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
 - c) la date de cessation d'emploi;
 - d) le montant du paiement forfaitaire;
 - e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
 - f) la période du paiement forfaitaire, y compris la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
 - g) le numéro et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux

N° de l'invitation - Sollicitation No.

E60LM-140025/C

N° de réf. du client - Client Ref. No.

E60LM-140025

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Im001E60LM-140025

Id de l'acheteur - Buyer ID

Im001

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

2. Attestation

En déposant l'arrangement, le fournisseur atteste que les renseignements fournis en réponse aux exigences susmentionnées sont exacts et complets.

Signature du représentant autorisé

Date

ANNEXE D

MODÈLE de FORMULAIRE de DEMANDE de SOUMISSIONS et CLAUSES du CONTRAT SUBSÉQUENT

L'utilisateur désigné qui prépare une DP doit choisir l'un des deux volets ci-après.

Volet un

Dans la DP, l'utilisateur désigné décrit les arrêts et l'itinéraire des tournées et indique l'heure de service précise à laquelle chaque arrêt doit être desservi. Les fournisseurs proposent un tarif journalier par tournée. Comme une seule journée peut compter plusieurs tournées, il peut y avoir plusieurs tarifs journaliers.

L'utilisateur désigné peut préciser aussi la catégorie de véhicule. S'il ne le fait pas, il doit fournir des données sur l'utilisation antérieure ou l'utilisation estimée indiquant le poids et / ou le volume moyen quotidien de la charge de chaque tournée, afin de permettre aux fournisseurs de proposer une catégorie de véhicule.

Volet deux

Dans la DP, l'utilisateur désigné indique les arrêts, et pour tous ceux-ci, il fournit des données sur l'utilisation antérieure ou l'utilisation estimée indiquant le poids et / ou le volume moyen quotidien de la charge.

L'utilisateur désigné indique les heures de service. Certains arrêts doivent être desservis à une heure précise (p. ex. 9 h 30). Certains autres peuvent être desservis à l'intérieur d'une plage horaire flexible (p. ex. entre 7 h 30 et 11 h 30). Avant l'attribution du contrat, l'entrepreneur informe le client des heures de service établies.

Les fournisseurs estiment la portée du travail dans son ensemble, y compris l'itinéraire des tournées et les heures de service, et ils décident de la catégorie et du nombre des véhicules ainsi nécessaires pour chaque journée de travail demandée. Ils proposent ensuite un tarif journalier pour chaque journée de travail demandée comprenant tous les arrêts.

	Volet un	Volet deux
Arrêts – Emplacement des édifices	Les arrêts demandés sont indiqués dans la DP.	Les arrêts demandés sont indiqués dans la DP.
Itinéraire des tournées	Le nombre et l'itinéraire des tournées demandées sont indiqués dans la DP.	<ul style="list-style-type: none">• Les données sur l'utilisation antérieure ou estimée du client sont fournies dans la DP. Les données sont fondées sur le volume et le poids de la charge.• En se fondant sur les données relatives à l'utilisation antérieure, les fournisseurs estiment la portée du travail (p. ex. l'itinéraire des tournées demandées).• Les fournisseurs évaluent la

		portée du travail dans son ensemble (ramassage et livraison) et affectent des ressources en conséquence (véhicules et chauffeurs-livreurs) pour chaque journée de travail demandée.
Heures de service - Calendrier de ramassage et de livraison	Chaque arrêt doit être desservi à une heure précise.	Des heures de service différentes pour les divers arrêts. <ul style="list-style-type: none"> Certains arrêts doivent être desservis à une heure précise (p. ex. 9 h 30). Certains arrêts peuvent être desservis à l'intérieur d'une plage horaire flexible (p. ex. entre 7 h 30 et 11 h 30). Avant l'attribution du contrat, l'entrepreneur informe le client des heures auxquelles il prévoit desservir chacun de ces arrêts.
Catégorie de véhicule	La catégorie de véhicule est précisée dans la DP.	Les fournisseurs proposent une catégorie de véhicule dans leurs propositions.
Nombre de véhicules	Le nombre de véhicules demandés est indiqué dans la DP.	<ul style="list-style-type: none"> Une limite au nombre de véhicules est imposée dans la DP. Voici un exemple : « Le soumissionnaire peut proposer jusqu'à trois (3) véhicules avec chauffeur-livreur pour fournir les services demandés ». Les fournisseurs proposent une catégorie de véhicule dans leurs propositions.
Tarifs	Les fournisseurs proposent un tarif journalier pour chaque tournée demandée.	Les fournisseurs proposent un tarif journalier pour chaque journée de travail demandée.

Procédure de préparation d'une demande de propositions (DP)

Étape 1 : Choisir un modèle de DP

Reportez-vous à la section ci-après de la DAMA.

PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET CLAUSES
DU CONTRAT SUBSÉQUENT

C. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Généralités

Étape 2 Choisir un volet

Étape 3 Préparer la DP

À chaque volet correspond un énoncé des travaux différent (ANNEXE E-1) et une base de paiement différente (ANNEXE E-2).

La version finale de votre DP devrait comprendre des éléments similaires à ceux qui figurent dans la Table des matières du modèle ci-après.

Étape 4 Envoyer la DP achevée aux fournisseurs

Les formulaires suivants doivent être utilisés comme première page du document de demande de soumissions et comme première page du contrat subséquent. Ces formulaires sont disponibles sur le site Web [Catalogue de formulaires](http://publiservice-app.tpsgc-pwgsc.gc.ca/forms/text/search_for_forms-f.html) (http://publiservice-app.tpsgc-pwgsc.gc.ca/forms/text/search_for_forms-f.html).

PWGSC-TPSGC 9400-3, Demande de soumissions

PWGSC-TPSGC 9400-4, Contrat

Le présent modèle de DP se veut un exemple fondé sur le modèle **MC** (pour les besoins de complexité moyenne).

Le modèle se trouve dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Numéro de la DEMANDE DE PROPOSITIONS

(L'utilisateur désigné doit créer un numéro tel que EQ234-264537, qui correspond au numéro de la demande de propositions et du contrat subséquent.)

LES SERVICES DOIVENT ÊTRE FOURNIS À :

(Indiquez le nom du ministère ou de l'organisme ici)

LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ

Ou

LE PRÉSENT DOCUMENT NE COMPORTE PAS D'EXIGENCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ

Cette demande de propositions est publiée dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement de TPSGC n° E60LM-140025, intitulé Services exclusifs programmés de transport et services connexes. Toutes les modalités et conditions de la demande initiale d'arrangement en matière d'approvisionnement E60LM-140025 représentant l'arrangement en matière d'approvisionnement subséquent publié s'appliquent et seront intégrées dans tout contrat subséquent.

(Remarque à l'intention des utilisateurs désignés seulement : Il est possible de modifier individuellement une demande de propositions et les clauses connexes du contrat subséquent en vue de satisfaire aux exigences de certains utilisateurs désignés. Par exemple, les clauses relatives à la nature du besoin, à la durée du contrat subséquent, à la méthode d'évaluation et à la base de paiement pourraient être adaptées selon les exigences individuelles d'utilisateurs désignés.)

Les articles contenus dans les clauses du contrat subséquent sont obligatoires dans leur ensemble, à moins d'indication contraire. Les fournisseurs qui déposent une offre comprenant des énoncés laissant supposer qu'elle est conditionnelle à la modification de ces clauses ou comportant des modalités et conditions qui prétendent se substituer à ces clauses ou qui s'y dérogent seront jugés non conformes.

Les fournisseurs qualifiés éventuels qui ont des préoccupations concernant le modèle de demande de soumissions (y compris les clauses du contrat subséquent) devraient les faire connaître conformément aux directives de la clause Demande de renseignements de la présente demande d'arrangement en matière d'approvisionnement.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	4
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	3
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUSMISSIONNAIRES	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	5
2.4 LOIS APPLICABLES	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS.....	10
5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT.....	12
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	13
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	14
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	15
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	15
6.4 DURÉE DU CONTRAT	15
6.5 RESPONSABLES	16
6.6 PAIEMENT	17
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	18
6.8 ATTESTATIONS	19
6.9 LOIS APPLICABLES	19
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	20
6.11 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	20
ANNEXE «E-1» ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	20
ANNEXE «E-2» BASE DE PAIEMENT.....	33
ANNEXE «E-3» ATTESTATIONS	38
ANNEXE «E-4» LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (S'IL Y A LIEU)	39
ANNEXE «E-5» EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	40
ANNEXE «E-6».....	43
ANNEXE «E-7».....	44

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Utiliser une des clauses suivantes.

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Le besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection, et la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent.

OU

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Utiliser le titre approprié « Énoncé des travaux » ou « Besoin » et utiliser ce même titre partout dans le document. Insérer une brève description du besoin ou renvoyer à l'« Énoncé des travaux » ou au « Besoin » dans le contrat subséquent. Utiliser la clause B4007T ou B4008T du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat.

1.2 Énoncé des travaux

1.2.1 Sommaire

_____ (nom du ministère ou de l'organisme et son emplacement) a besoin de _____ (description brève des services requis) dans la ville de _____ (nom de la ville visée) pour la période du _____ (date) au _____ (date).

À moins que l'utilisateur désigné ne l'indique dans la demande de soumissions, l'entrepreneur déterminera la grosseur des véhicules, d'après les caractéristiques de poids et de dimensions des charges que l'utilisateur désigné fera connaître au moment de la demande de soumissions.

Des détails figurent à l'Annexe E-1 – Énoncé des travaux en pièce jointe.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 _____ (*insérer la date*) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

« Les paragraphes 04 et 05 de l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003 incorporées ci-haut par renvoi, sont supprimées en entier et remplacées par ce qui suit :

4. Les soumissionnaires qui sont incorporés ou une entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant à titre de coentreprise, ont déjà fourni une liste des noms de tous les individus qui sont administrateurs du soumissionnaire, ou le nom du propriétaire, au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA). Ces soumissionnaires doivent diligemment informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms des administrateurs pendant ce processus d'achat ainsi que pendant la période du contrat.
5. Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire – PWGSC-TPSGC 229) pour toute personne ou toutes les personnes mentionnées ci-dessus, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement et les renseignements connexes dans le délai prévu, ou à défaut de coopérer dans le cadre du processus de vérification, la soumission sera déclarée non recevable. »

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.1.1 Clauses du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

2.1.1.1 Justification du prix en cas de soumission unique

Si la soumission du soumissionnaire est la seule reçue, ce dernier doit fournir, à la demande du Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier le prix, s'il y a lieu :

- a) la liste de prix publiée la plus récente, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au

- Canada;
- b) une copie des factures payées pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux vendus à d'autres clients; ou
 - c) une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'œuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les frais généraux des services techniques et des installations, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, le bénéfice, etc.;
 - d) des attestations de prix ou de taux;
 - e) toutes autres pièces justificatives demandées par le Canada.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Consulter les articles 04 à 09 des Instructions uniformisées 2003 avant d'ajouter des clauses pour s'assurer qu'il n'y a pas de redondance dans le document.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.2.1 (insérer le titre de la clause appropriée)

S'il y a lieu, insérer le texte intégral de clauses additionnelles du Guide des CCUA en ce qui concerne la présentation des soumissions avec la numérotation appropriée (par ex. 2.2.1, 2.2.2,...). Exemple d'une clause à insérer le texte intégral : A9076T.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Consulter l'article 12 des Instructions uniformisées 2003 avant d'ajouter des clauses pour s'assurer qu'il n'y a pas de redondance dans le document. Les réponses aux demandes de renseignements peuvent avoir des incidences importantes sur la demande de soumissions. Il faut envisager de repousser la date de clôture chaque fois qu'une réponse est donnée à une demande de renseignements.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins _____ (insérer le nombre de jours) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Indiquer de quelle province ou de quel territoire provient la loi que le Canada se propose d'appliquer à tout contrat subséquent. Le soumissionnaire, suivant les instructions, peut proposer un changement aux lois applicables dans sa soumission.

En ce qui concerne la version française de l'article, le mot « in » n'a pas été traduit puisqu'il n'y a pas de terme commun à toutes les provinces et territoires. Il faudra donc ajouter le mot « en » devant Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Écosse, le mot « au » devant Manitoba, Québec, Nouveau-Brunswick, Yukon et Nunavut; le mot « à » devant Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard et les mots « dans les » devant Territoires du Nord-Ouest.

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (insérer le nom de la province ou du territoire), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Consulter les articles 04 à 09 des Instructions uniformisées 2003 ou les articles 04 et 05 Instructions uniformisées 2004 avant d'ajouter des clauses pour s'assurer qu'il n'y a pas de redondance dans le document.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

Consulter les articles 05 à 10 des instructions uniformisées 2003, selon le cas, avant d'ajouter des instructions ou des clauses additionnelles pour la préparation des soumissions, en vue de s'assurer qu'il n'y a pas de chevauchements ou de contradictions.

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Si des copies électroniques sont requises, il est recommandé que la même quantité soit demandée pour les copies papier et électroniques.

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (____ copies papier) (s'il y a lieu, ajouter « et ____ copies électroniques sur ____ », et préciser le média tel que CD, DVD)

Section II : Soumission financière (____ copies papier) (s'il y a lieu, ajouter « et ____ copies électroniques sur ____ », et préciser le média tel que CD, DVD)

Section III : Attestations (____ copies papier)

Insérer le paragraphe qui suit lorsque des copies électroniques sont requises.

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Exemple

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

Insérer la clause suivante et insérer b) s'il y a lieu. Consulter le paragraphe 5.7 des instructions uniformisées 2003 avant d'ajouter des clauses relatives aux procédures d'évaluation pour s'assurer qu'il n'y a pas de chevauchements ou de contradictions.

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

Insérer le paragraphe suivant lorsque la concurrence est conditionnellement limitée aux soumissions dans lesquelles sont offerts des produits et/ou des services canadiens.

- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

(L'exemple ci-après, qui comprend deux véhicules pour deux tournées, s'applique au volet un et au volet deux.)

4.1.1.1(a) Chauffeur(s)-livreur(s) proposé(s)

Le soumissionnaire doit fournir les noms des deux (2) chauffeurs-livreurs proposés *(pour les deux tournées visées par le présent exemple)*.

4.1.1.1(b) Expérience et expertise du ou des chauffeurs-livreurs proposés

La proposition doit démontrer que le ou les chauffeurs-livreurs principaux proposés satisfont aux critères obligatoires minimaux suivants :

- posséder au moins six (6) mois d'expérience comme chauffeurs pour une entreprise de transport;
- détenir une cote de sécurité de niveau ~~secret~~ *(dans le présent exemple, le niveau Secret est exigé)*;
- être (des chauffeurs) cautionnés pour un montant de 5 000 \$. Le soumissionnaire doit indiquer que les chauffeurs-livreurs sont cautionnés.
- soumettre la preuve du cautionnement (certificat d'assurance-caution) avec la soumission.

(Remarque : Il se peut qu'on demande la preuve du cautionnement seulement avant l'attribution du contrat.)

Afin de démontrer que le ou les chauffeurs-livreurs proposés satisfont aux critères formulés ci-dessus, le soumissionnaire doit fournir, pour chacun des chauffeurs-livreurs principaux qu'il propose, un curriculum vitæ faisant état de l'expérience de travail de chacun, laquelle doit démontrer que la personne satisfait aux critères susmentionnés. Le défaut de fournir des détails suffisants entraînera le rejet de la soumission. Il est à noter que des références de projet peuvent être exigées pour le ou les chauffeurs-livreurs proposés.

4.1.1.1(c) Équipement

Tout l'équipement de manutention doit être fourni par l'entrepreneur. Le soumissionnaire doit confirmer que les véhicules seront pourvus de l'équipement suivant : *(Le présent exemple comporte deux tournées qui exigent ces types de véhicules.)*

- i) La fourgonnette utilitaire doit être équipée d'une charrette à bras.
- ii) Le camion de cinq tonnes doit être équipé d'un hayon élévateur hydraulique et de courroies d'immobilisation des charges ou de barres qui immobilisent les charges à l'intérieur du véhicule. Un appareil de manutention de palettes et d'autre équipement de manutention (au besoin), comme un camion à plate-forme, peuvent également être exigés pour déplacer du matériel à destination et en provenance des immeubles.

(L'exemple ci-après s'applique seulement au volet deux.)

4.1.1.1(d) Véhicules nécessaires à la prestation des services

- i) Le soumissionnaire doit déterminer la taille des véhicules requis, quel que soit le point de ramassage et / ou de livraison précisé à l'annexe E-6, Horaire des arrêts aux établissements.
- ii) Le soumissionnaire peut proposer jusqu'à trois (3) véhicules avec chauffeur-livreur pour fournir les services demandés.
- iii) Le soumissionnaire doit préciser la taille de **chaque** véhicule qui servira à la prestation des services requis. Par exemple, il peut s'agir d'une voiture, d'une minifourgonnette et d'une fourgonnette utilitaire.

4.1.2 Évaluation financière

Les tarifs doivent être présentés dans le format précisé dans la base de paiement (à déterminer par l'utilisateur désigné) pour la période qui s'étend du *(à déterminer par l'utilisateur désigné)* au *(à déterminer par l'utilisateur désigné)*. Tous les prix sont fermes et sont exprimés en dollars canadiens.

La soumission recevable ayant le prix global le plus bas sera déterminée par l'addition de tous les taux proposés à l'annexe E-2, Base de paiement. Formule de calcul : Taux global de la base de paiement pour toutes les années visées par le contrat conclu par l'utilisateur désigné, y compris les années d'option *(le cas échéant)*.

4.2 Méthode de sélection

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire aux exigences de la demande de soumissions et à tous les critères d'évaluation technique obligatoires. La soumission recevable dont le prix évalué sera le plus bas sera recommandée aux fins d'attribution d'un contrat.

Exemple

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées à l'Annexe E-3 – Attestations devraient être remplies et fournies avec la soumission, mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie ou fournie comme il est demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Si le soumissionnaire ne donne pas suite à la demande de l'autorité contractante et ne se conforme pas aux exigences dans les délais prévus, sa soumission sera jugée non recevable.

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si l'on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa proposition comportent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat à cet égard.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Supprimer ce titre et la phrase suivante à l'attribution du contrat

Exemple

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

(Pour de plus amples renseignements, consulter le site Web de la Direction de la sécurité industrielle canadienne à l'adresse <http://www.ciisd.gc.ca/text/main/toc-f.asp>. Insérer les clauses applicables fournies par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et joindre la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité en annexe.)

OU

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve aux annexes E-1.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et les conditions désignées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par TPSGC.

6.3.1 Conditions générales

La clause 2010C _____ (*insérer la date*), Conditions générales – services (complexité moyenne), s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

6.3.2 Viabilité financière

La clause A9033T (*insérer la date*), Viabilité financière, du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat est intégrée par renvoi à la présente demande d'arrangement en matière d'approvisionnement et en fait partie intégrante.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Utiliser la clause A9022C du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat dans les contrats de services, et conjointement à la clause A9009C si le contrat prévoit des périodes d'option.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est du _____ au _____ inclusivement (indiquer la date de début et la date de fin de la période).

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : S'il y a lieu, insérer le texte intégral de la clause A9009C du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat conjointement à la clause « Période du contrat » pour les contrats de services seulement. Supprimer cette clause si elle ne s'applique pas.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

Afin de permettre de prolonger le contrat, l'utilisateur désigné peut ajouter des années d'option. Le contrat et toute période de prolongation peuvent s'étendre au-delà de la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification au contrat doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de la réception de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : S'il y a lieu, utiliser la clause suivante et la remplir au moment de l'attribution du contrat seulement. Si l'on prévoit utiliser le terme « Responsable technique », utiliser la clause A1030C. (Remplir ou supprimer, selon le cas.)

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat apportée par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

(Remplir ou supprimer, selon le cas.)

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Insérer les clauses du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat applicables ou les clauses approuvées qui ont trait à la base de paiement, à la limitation des dépenses, au mode de paiement, à la vérification et aux taxes qui ne font pas partie des conditions générales. Consulter les articles intitulés « Période de paiement » et « Intérêt sur les comptes en souffrance » des conditions générales qui s'appliquent avant d'ajouter des clauses pour s'assurer qu'il n'y a pas de redondance dans le document.

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé conformément à l'Annexe E-2 – Base de paiement pour les travaux accomplis dans le cadre du contrat.

Les paiements seront effectués pour les journées travaillées; il n'y a aucune disposition concernant les congés annuels, les jours fériés et les congés de maladie.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : L'utilisateur désigné doit décider si s'applique la formule ci-après pour le calcul du supplément pour le carburant. Il peut modifier les chiffres utilisés dans la formule en fonction de la conjoncture du marché du carburant ayant cours au moment de la publication de la demande de propositions.

Supplément pour le carburant (si applicable) :

L'entrepreneur doit facturer le supplément pour le carburant conformément au calcul suivant :

Le prix de base du carburant est établi à 0,95 \$ le litre, ce qui correspond à un supplément de 2 %. Pour chaque augmentation ou diminution de 0,04 \$ du prix mensuel moyen du carburant (voir l'indicateur de prix de MJ Ervin & Associates), l'entrepreneur ajoutera ou soustraira 1 % au pourcentage du supplément pour le carburant.

Le supplément pour le carburant doit être exprimé en pourcentage (%) du coût total du transport et être indiqué séparément dans la facture de l'entreprise.

Heures supplémentaires

Dans des circonstances exceptionnelles, des heures supplémentaires pourraient être payées, à condition que l'autorité contractante de l'utilisateur désigné y consente par écrit au préalable et que cela soit conforme aux règlements fédéraux et provinciaux.

6.6.2 Limite de prix

Clause du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat C6000C (2007-05-25), Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.3 T1204 – Demande directe du ministère client

Clause du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat A9117C (2007-11-30), T1204 – Demande directe du ministère client

6.6.3.1 Conformément à l'alinéa 221(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R. 1985, ch. 1, (5^e suppl.), les ministères et les organismes sont tenus de déclarer à l'aide du feuillet T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).

6.6.3.2 Afin de permettre aux ministères et aux organismes de se conformer à cette exigence, à la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir son numéro d'entreprise ou son numéro d'assurance sociale, selon le cas. (Les demandes peuvent être faites par lettre d'appel générale aux entrepreneurs, par écrit ou par téléphone.)

6.6.4 Clauses du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

6.6.4.1 Remplacement de personnes précises

i) Lorsque le contrat précise l'identité des personnes qui doivent exécuter les travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.

ii) Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services d'une personne précise indiquée dans le contrat, il doit fournir les services d'un remplaçant qui possède des compétences et de l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être jugé acceptable par le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de la personne et fournir :

- a) le nom du remplaçant proposé ainsi que ses compétences et son expérience;
- b) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.

iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe ii). Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux ne libère pas l'entrepreneur de son obligation de répondre aux exigences du contrat.

6.6.4.2 Attestation du contenu canadien

i) L'entrepreneur déclare que l'attestation relative au contenu canadien qu'il a été fournie est exacte et complète et que les produits, les services, ou les deux, devant être fournis conformément au contrat, sont conformes à la définition contenue dans la clause A3050T.

L'entrepreneur doit conserver les dossiers et les documents appropriés sur l'origine des produits, des services ou des deux, fournis au Canada. Sauf avec autorisation préalable écrite de l'autorité contractante, l'entrepreneur ne pourra éliminer ses dossiers ou ses documents avant l'expiration d'une période de six (6) années commençant à la dernière date des suivantes : la date du paiement final en vertu du contrat ou la date de règlement de toute plainte ou de tout litige. Au cours de cette période de conservation des documents, tous les dossiers et les documents devront être en tout temps accessibles pour des vérifications, des inspections et des examens par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits.

L'entrepreneur doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, à ces inspections et à ces examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et les documents exigés par les représentants du Canada de temps à autre.

iii) La présente clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et les recours dont peut par ailleurs disposer le Canada en vertu du contrat.

6.7 Instructions relatives à la facturation

Chaque utilisateur désigné doit préciser directement à l'entrepreneur les exigences relatives à la facturation et à la répartition des coûts. Certains utilisateurs désignés exigeront des exemplaires imprimés des bordereaux de ramassage et de livraison, signés par la personne qui reçoit la livraison. On ne devra pas facturer des frais aux utilisateurs désignés à ce titre. Les paiements ne seront effectués que sur présentation d'une facture à la satisfaction du chargé de projet du ministère client, qui devra accepter cette facture.

L'entrepreneur devra, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la fin de chaque mois, faire parvenir l'original et deux (2) copies de chaque facture au responsable suivant :

Nom du ministère ou de l'organisme : (à préciser à la date de l'attribution du contrat)

Adresse : (à préciser à la date de l'attribution du contrat)

Téléphone : (à préciser à la date de l'attribution du contrat)

Télécopieur : (à préciser à la date de l'attribution du contrat)

Courriel : (à préciser à la date de l'attribution du contrat)

À l'attention de : (à préciser à la date de l'attribution du contrat)

Les factures mensuelles doivent être présentées sur le formulaire de facturation de l'entrepreneur et elles doivent contenir les renseignements suivants :

- a) le nom de l'entreprise et son adresse, etc.;
- b) l'adresse du client;
- c) la date;
- d) le numéro de l'arrangement en matière d'approvisionnement;
- e) la période au cours de laquelle les services ont été rendus;
- f) le tarif horaire ou journalier;
- g) le montant total en dollars;
- h) le nom du ou des conducteurs;
- i) les numéros des tournées, s'il y a lieu;
- j) la description des travaux exécutés.

Remarque : La répartition des coûts doit être présentée sur chaque facture.

6.8 Attestations

6.8.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si l'on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa proposition comportent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat à cet égard.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : S'assurer que la loi applicable choisie par l'entrepreneur proposé ou, si ce dernier n'a pas choisi de loi, que la loi mentionnée dans la demande de soumissions soit indiquée dans l'espace réservée à cette fin. Le soumissionnaire, suivant les instructions, pourra proposer un changement aux lois applicables dans sa soumission. En ce qui concerne la version française de la clause, le mot « in » n'a pas été traduit puisqu'il n'y a pas de terme commun à toutes les provinces et à tous les territoires. Il faudra donc, dans la version française de la clause, ajouter le mot « en » devant Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Écosse, le mot « au » devant Manitoba, Québec, Nouveau-Brunswick, Yukon et Nunavut; le mot « à » devant Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard et les mots « dans les » devant Territoires du Nord-Ouest.

6.9 Lois applicables

Le contrat sera interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : L'ordre de priorité des documents qui figure ci-dessous est conforme aux politiques actuelles et aux avis juridiques. L'autorité contractante doit modifier la liste en fonction des documents qui s'appliquent et dresser la liste des annexes par ordre de priorité, le cas échéant.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document figurant en premier dans la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document figurant plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010C _____ (insérer le numéro, la date et le titre des conditions générales indiquées à la clause 3.1);
- c) l'Annexe E-1 – Énoncés des travaux;
- d) l'Annexe E-2 – Base de paiement;
- e) l'Annexe E-4 – Attestations;
- f) l'Annexe E-5 – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité; (s'il y a lieu);
- g) l'Annexe E-6 – Exigences en matière d'assurance;
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (inscrire la date de la soumission) [si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou des modifications].

6.11 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'Annexe E-6. Il doit conserver la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance est conforme aux exigences et est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : S'il y a lieu, insérer le texte intégral de clauses additionnelles du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat ne portant sur aucun des articles existants, en qualité d'articles autonomes, avec la numérotation appropriée (p. ex., 13, 14).

ANNEXE « E-1 »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

*Insérer l'annexe A de la DAMA et des détails supplémentaires, s'il y a lieu.
Les détails à inclure dans l'ANNEXE E-1 comprennent deux exemples. L'un de
ces exemples porte sur le volet un, tandis que l'autre porte sur le volet deux.
L'utilisateur désigné devrait se reporter à l'exemple qui est pertinent à son
besoin.*

Exemple

Détails supplémentaires sur l'énoncé des travaux (Exemple pour le volet un)

Pour fournir à _____ (nom du ministère ou de l'organisme) un service exclusif de ramassage et de livraison dans les emplacements de _____ (nom de la ville). L'entrepreneur fournira des véhicules et des chauffeurs-livreurs exclusifs. Il doit assurer le ramassage et la livraison de courrier, de courrier à remettre en mains propres, de boîtes, de caisses, de monoteneurs, de palettes, de petites quantités de mobilier et d'équipement, etc.

Les véhicules utilisés seront réservés au ramassage et à la livraison d'articles pour _____ (nom du ministère ou de l'organisme) seulement et ne serviront pas au ramassage et à la livraison d'articles pour d'autres clients de l'entrepreneur.

Le service sera offert tous les jours (sauf les jours fériés) et comprendra les deux tournées exclusives décrites (pour le présent exemple) Tournée n° 1 – Fourgonnette utilitaire, et Tournée n° 2 – Camion de cinq tonnes, et 2.3.9, Liste des emplacements des immeubles.

Voici un aperçu des articles qui devront être transportés chaque année :

Chaque année, les tournées comprendront environ 800 arrêts pour le ramassage et la livraison de courrier et d'autres articles dans environ 15 immeubles. Cela comprendra la manipulation d'environ 11 500 boîtes et caisses et l'obtention de signatures pour environ 475 articles.

Il faudra soulever et transporter des articles pesant jusqu'à 30 kg (66 lb).

L'entrepreneur doit s'assurer que les signatures sont obtenues pour tout le courrier à remettre en mains propres et tout autre courrier nécessitant une signature. Les reçus doivent être remis chaque jour au personnel de la salle de courrier.

L'entrepreneur doit tenir des statistiques concernant le travail exécuté par ses chauffeurs-livreurs. Ces statistiques doivent être remises chaque jour à l'utilisateur désigné.

L'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires afin que les exigences obligatoires soient respectées.

2.3.1 Chauffeurs-livreurs

L'entrepreneur doit fournir deux chauffeurs-livreurs (pour le présent exemple) et au moins deux chauffeurs-livreurs remplaçants (pour le présent exemple).

2.3.2 Véhicules

Les véhicules doivent être verrouillés pendant le transport des articles. Les véhicules utilisés doivent être disponibles pour inspection.

Véhicule n° 1 – Fourgonnette utilitaire :
Fourgonnette utilitaire

Véhicule n° 2 – Camion de cinq tonnes :
Camion moyen

Les véhicules doivent appartenir à la catégorie de véhicule demandée, être en bon état de fonctionnement et sans rouille. Afin de démontrer que les véhicules satisfont aux exigences

précisées, l'entrepreneur, sur demande, doit présenter l'immatriculation des véhicules et les autres détails pertinents, qui indiquent clairement que les véhicules répondent au besoin.

2.3.3 Tournées à effectuer

2.3.3.1 Tournée n° 1 – Fourgonnette utilitaire

Heures de travail : de 7 h 15 à 15 h 45, du lundi au vendredi (excluant les jours fériés).

La tournée n° 1 de la fourgonnette utilitaire porte sur le ramassage et la livraison de courrier, de paquets, de boîtes, de caisses, de courrier à remettre en mains propres et de petites quantités de mobilier et d'équipement, etc., conformément au calendrier préétabli (le calendrier peut être modifié). Veuillez consulter 2.3.9, Liste des emplacements des immeubles.

- A) 7 h 15 – Départ de l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada pour le ramassage et la livraison de courrier au Centre de préservation de Gatineau à Gatineau; ensuite, trajet vers Place de la Cité à Gatineau pour le ramassage et la livraison de courrier; retour à l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada
- B) 8 h – Départ de l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada pour le ramassage et la livraison de courrier au Centre fédéral de documents de l'avenue Leeds (porte n° 11); ensuite, départ à destination du Centre canadien d'échange du livre situé au 85, avenue Bentley; ensuite, trajet vers l'immeuble n° 15 du pré Tunney; ensuite, trajet vers l'immeuble n° 18 du pré Tunney; retour à l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada au plus tard à 9 h 30
- C) 9 h 45 – Départ de l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada pour le ramassage et la livraison de courrier au Centre de préservation de Gatineau à Gatineau; ensuite, trajet vers Place de la Cité à Gatineau pour le ramassage et la livraison de courrier; retour à l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada au plus tard à 10 h 45
- D) Entre 10 h 45 et 11 h
Départ de l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada pour le ramassage de caisses rouge et gris au quai de chargement de l'immeuble Journal (365, avenue Laurier Ouest); retour à l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada
- E) 11 h 15 – PAUSE-REPAS – Le chauffeur-livreur prend une pause-repas (30 minutes) lorsqu'il est de retour de sa tournée à l'immeuble Journal.
 - 11 h 45 – Départ de l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada pour le ramassage et la livraison de courrier au Centre de préservation de Gatineau à Gatineau; ensuite, trajet vers Place de la Cité à Gatineau pour le ramassage et la livraison de courrier; retour à l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada au plus tard à 12 h 30
 - 12 h 45 – Départ de l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada pour la livraison de courrier au Centre des documents du personnel, immeuble n° 18; ensuite, trajet vers le Centre fédéral de documents, immeuble n° 15; ensuite, trajet vers le Centre canadien d'échange du livre situé au 85, avenue Bentley; retour à l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada au plus tard à 13 h 45
- F) Entre 13 h 45 et 14 h
Départ de l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada pour le ramassage et la livraison de courrier au Centre de préservation de Gatineau à Gatineau; ensuite, trajet vers Place de la Cité à Gatineau pour le ramassage et la livraison de courrier; retour à l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada au plus tard à 14 h 45

- G) 15 h – Départ de l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada à destination de l'immeuble n° 15; ensuite, trajet vers l'immeuble n° 18 (le chauffeur-livreur ramasse des boîtes et du courrier à destination de l'avenue Leeds le lendemain matin); (si nécessaire) livraison du courrier K1A à la salle du courrier de Statistique Canada, à l'immeuble de Statistique Canada (pré Tunney); ensuite, retour à l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada
- H) À l'occasion, le chauffeur-livreur devra ramasser ou livrer du courrier au 79, avenue Bentley, ou au 151, avenue Bentley.
- I) À l'occasion, le chauffeur-livreur devra ramasser ou livrer du courrier à remettre en mains propres à l'extérieur du ministère dans la région de la capitale nationale.
- J) Entre 15 h 30 et 15 h 45 – Fin de la journée de travail et départ du chauffeur-livreur

Remarque : Entrepôt Boyd situé au 1255, avenue Leeds (porte n° 11) – voir Andreea Clark (téléphone : 999-0002). Cet horaire peut être modifié.

2.3.3.2 Tournée n° 2 – Camion de cinq tonnes

Heures de travail : de 6 h 45 à 11 h 30 du lundi au vendredi (excluant les jours fériés).

La tournée n° 2 du camion de cinq tonnes porte sur le ramassage et la livraison de chargements en vrac de sacs de courrier et de monoteneurs, de boîtes, de caisses, de paquets, de palettes, de petites quantités de mobilier et d'équipement et, à l'occasion, de courrier à remettre en mains propres conformément au calendrier préétabli (le calendrier peut être modifié). Veuillez consulter 2.3.9, Liste des emplacements des immeubles.

- A) 7 h – ARRIVÉE DU CHAUFFEUR-LIVREUR AU CENTRE DE TRAITEMENT DU COURRIER D'OTTAWA
- Le chauffeur-livreur se rend au quai élevé du côté nord du terminus postal et demande le courrier portant le code postal ON3/ON4 de l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada.
 - Ensuite, il ramasse le courrier recommandé pendant que le camion est chargé par les employés postaux.
 - RETOUR AU 395, RUE WELLINGTON. - ARRIVE À LA SALLE DU COURRIER AU PLUS TARD À 7 H 30.
- B) 7 h 30 – Le chauffeur-livreur ramasse le contenu des camions à plate-forme au 395, rue Wellington, salle 349 (Division de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels) et salle 351 (Division des services aux chercheurs) qui doit être livré à l'immeuble n° 18, pré Tunney
- C) Entre 8 h et 8 h 30, SEULEMENT LORSQUE LE TRI DU COURRIER EST ACHEVÉ – Départ du 395, rue Wellington à destination de Place de la Cité, au 550, boulevard de la Cité
- 5^e étage de Place de la Cité
 - Livraison et ramassage de sacs de courrier et de boîtes au Centre de distribution de la Direction du patrimoine de l'édition (voir le commis à la distribution – 994-6845)
 - Ensuite, livraison et ramassage de caisses et de boîtes à l'Unité des publications en série (Diane Lanthier – téléphone : 994-6856)

- 4^e étage
Livraison de boîtes et de caisses à la Division du catalogue des monographies;
ensuite, ramassage de caisses et de boîtes au 395, rue Wellington
 - Autres étages (si nécessaire) – Livraison et ramassage de boîtes
 - Salle du courrier de Place de la Cité (zone du quai de chargement) –
Ramassage et livraison de courrier, au besoin
- D) Tous les vendredis – Livraison et ramassage de caisses à l'immeuble Journal, étage 3B;
ensuite retour à l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada
- E) De 9 h 45 à 10 h
Départ de Place de la Cité à destination du Centre des documents du personnel, immeuble
n° 18, pour le ramassage et la livraison de courrier et du contenu des camions à plate-forme
destinés à l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada Ensuite, trajet vers le Centre fédéral
de documents, immeuble n° 15 pour le ramassage et la livraison de courrier, puis retour vers
l'édifice de Bibliothèque et Archives Canada
- F) Tous les mardis et jeudis – Centre canadien d'échange du livre situé au 85, avenue Bentley à
Nepean (Ontario)
- Livraison de cages et de boîtes au Centre canadien d'échange du livre situé au
85 ou au 79, avenue Bentley
 - Ramassage de cages et de boîtes au Centre canadien d'échange du livre situé
au 85 ou au 79, avenue Bentley
 - Ramassage ou livraison de boîtes, de paquets et de journaux au 151, avenue
Bentley (au besoin)
 - RETOUR AU 395, RUE WELLINGTON avec le courrier, les boîtes et les caisses
- G) Au besoin
- Ramassage d'articles à l'Entrepôt de la Bibliothèque du Parlement situé au
45, boul. Sacré-Cœur, salle 1306, à Hull (Québec) pour livraison au Centre
canadien d'échange du livre situé au 85, avenue Bentley (environ une fois par
mois)
 - Ramassage ou livraison de quantités de boîtes, etc., à l'un ou l'autre des
immeubles figurant à 2.3.9 que le chauffeur-livreur de la fourgonnette n'a pas pu
traiter (environ deux fois par semaine)
 - Livraison de cages vides au Centre de traitement du courrier d'Ottawa (environ
une fois par semaine)
 - Livraisons en vrac à d'autres emplacements de la région d'Ottawa-Hull qui ne
figurent pas à 2.3.9
- H) 11 h 30 – Fin de la tournée : L'expérience passée démontre que le chauffeur-livreur termine
sa journée, en règle générale, entre 10 h et 10 h 30, les lundis, mercredis et vendredis; mais,
à l'occasion, un déplacement spécial à destination d'un de nos immeubles ou d'autres
emplacements indiqués au point 7 ci-dessus pourrait s'avérer nécessaire après 10 h 30, mais
sera achevé au plus tard à 11 h 30. Les mardis et jeudis, le chauffeur-livreur termine sa
journée au plus tard à 11 h 30.

2.3.3.3 Chauffeurs-livreurs remplaçants

Au moins un (1) chauffeur-livreur remplaçant doit être fourni pour chacun des besoins aux points 2.3.3 i) et ii). Tous les membres du personnel remplaçant (pour remplacer les chauffeurs-livreurs habituels qui sont absents) doivent être détenteurs d'une cote de sécurité au niveau secret, le cas échéant (dans cet exemple les chauffeurs-livreurs doivent être détenteurs d'une cote de sécurité au niveau secret), et ils doivent être pleinement formés avant de remplacer les chauffeurs-livreurs absents. La formation doit être donnée par l'entrepreneur à ses propres frais.

Une liste des chauffeurs-livreurs habituels et remplaçants doit être remise au chargé de projet avant d'amorcer la prestation des services. Si un chauffeur-livreur n'est plus admissible à travailler sur ce contrat, le chargé de projet doit en être informé par écrit (dans la semaine qui suit) afin que son laissez-passer puisse être annulé et retourné à l'agent de sécurité.

Remarque : Si un chauffeur-livreur est envoyé pour remplacer un chauffeur-livreur habituel et qu'il n'a pas été approuvé au préalable par le chargé de projet et l'agent de sécurité, il sera refusé.

2.3.4 Équipement

Tout l'équipement de manutention doit être fourni par l'entrepreneur.

2.3.4.1 La fourgonnette utilitaire doit être équipée d'une charette à bras.

2,3,4,2 Le camion de cinq tonnes doit être équipé d'un hayon élévateur hydraulique et de courroies d'immobilisation des charges ou de barres qui immobilisent les charges à l'intérieur du véhicule. REMARQUE : Un appareil de manutention de palettes et d'autre équipement de manutention (au besoin), comme un camion à plate-forme, peuvent également être exigés pour déplacer du matériel à destination et en provenance d'immeubles.

2.3.5 Emplacement – Règlements

L'entrepreneur s'engage à se conformer à tous les règlements permanents ou autres en vigueur à l'emplacement où les travaux doivent être exécutés.

2.3.6 Formation

Le chargé de projet donnera une formation à l'entrepreneur avant le début du contrat. Il s'agit d'une formation d'au plus une (1) journée passée avec chaque chauffeur-livreur habituel pour lui faire connaître les emplacements visés par les services de ramassage et de livraison. Après la formation initiale, il incombe à l'entrepreneur de former ses chauffeurs-livreurs habituels et remplaçants.

2.3.7 Horaires

Toute modification aux horaires demandée par l'entrepreneur doit être approuvée par le chargé de projet. Les horaires peuvent être modifiés moyennant un préavis de deux semaines. Les modifications des horaires seront organisées entre l'entrepreneur et le chargé de projet. Les modifications des horaires qui comportent des frais (diminution ou augmentation) seront gérées par l'autorité contractante.

2.3.8 Immatriculation, autorisations et permis

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les véhicules utilisés pour respecter les modalités du contrat sont immatriculés de façon appropriée et qu'ils ont les autorisations et les permis exigés par les organismes de réglementation des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux appropriés. Sur demande, l'entrepreneur doit fournir la preuve des permis d'exploitation.

2.3.9 Liste des emplacements des immeubles

79 Bentley – 79, avenue Bentley, Nepean (Ontario)
151 Bentley – 151, avenue Bentley (porte n° 10), Nepean (Ontario)
CCEL – Centre canadien d'échange du livre, 85, avenue Bentley, Nepean (Ontario)
CFD – Centre fédéral de documents, immeuble n° 15, pré Tunney – 130, promenade Goldenrod, Ottawa (Ontario)
CFD Leeds – 1255, avenue Leeds, Ottawa (Ontario) [porte n° 11] (Entrepôt Boyd)
CPG – Centre de préservation de Gatineau (Bibliothèque et Archives Canada), 625, boulevard du Carrefour, Gatineau (Québec)
Immeuble Journal – 365, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) [étage 3B]
BAC Bibliothèque et Archives Canada – 395, rue Wellington, Ottawa (Ontario)
CTCO – Centre de traitement du courrier d'Ottawa – 1424, rue Caledon, Ottawa (Ontario)
PDLC – Place de la Cité, 550, boulevard de la Cité, Gatineau (Québec)
CDP – Centre des documents du personnel, immeuble n° 18, pré Tunney – 161, promenade Goldenrod, Ottawa (Ontario)
Imprimerie nationale – 45, boul. Sacré-Cœur, Hull (Québec)
Statistique Canada Salle du courrier de l'immeuble principal de Statistique Canada, pré Tunney

Détails supplémentaires sur l'énoncé des travaux (Exemple pour le volet deux)

Contexte

La Direction générale des services ministériels, des politiques, de la planification et des communications de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) recherche un entrepreneur qui doit ramasser et livrer le courrier et les marchandises aux lieux de ramassage et de livraison ainsi que dans les délais précisés à l'annexe « E-6 » – Horaire des arrêts aux établissements.

Tâches

1. L'entrepreneur fournira des chauffeurs-livreurs avec véhicules, y compris des outils et de l'équipement, afin de fournir des services de livraison du courrier et des marchandises (ramassage et livraison de matériaux) aux points de service précisés dans l'annexe « E-6 » – Horaire des arrêts aux établissements.
2. Les matériaux de livraison sont les enveloppes, les boîtes, les boîtes contenant des documents, les enregistrements, les cassettes, les documents emballés sous pellicule rétractable, les grosses boîtes de moins de 30 kg, les boîtes de plus de 30 kg qui n'excèdent pas le poids que le véhicule peut contenir ainsi que les petits articles de bureau qui ont été emballés de façon appropriée. Il s'agit notamment d'articles placés dans des boîtes pour les déménagements personnels (à l'exception du mobilier).
3. Les chauffeurs-livreurs doivent manipuler/transporter plusieurs boîtes par arrêt. Veuillez consulter le tableau sur l'historique du volume et du poids qui figure à l'annexe « E-6 ».
4. Les chauffeurs-livreurs doivent appeler le chargé de projet dont le nom apparaît ci-dessous s'il ne peut manipuler/transporter un article en raison de sa taille/son poids.

Chargé de projet :

Nom: Marc Lavoie
Chef, Services de courrier, de messagerie et de distribution
TPSGC
Portage III, 0B3
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : 819-956-9129
Courriel : Marc.Lavoie@tpsgc-pwgsc.gc.ca

5. Les chauffeurs-livreurs doivent prendre les demandes de service de messenger privé qui se trouvent dans le panier rouge désigné (les articles qui ne sont pas dotés d'un numéro de suivi).
6. Comme il est indiqué dans les présentes, tout le courrier/tous les envois par messagerie doivent être ramassés et livrés au départ et à destination de chaque emplacement indiqué par les paniers bleus/rouges de la salle de courrier, sauf indication contraire du chargé de projet.
7. Comme il est indiqué à l'annexe « E-6 », les chauffeurs-livreurs doivent se présenter à tous les points de livraison, même s'il n'y a aucun article à livrer, sauf indication contraire du chargé de projet.

8. L'utilisation de sacs (fournis par TPSGC) est obligatoire pour s'assurer de ne pas perdre ou endommager les envois par messagerie. Les chauffeurs-livreurs doivent fermer les sacs lors du transport.
9. Les chauffeurs-livreurs doivent charger et/ou décharger le véhicule et assurer le ramassage et la livraison des envois sur les étages ou dans les salles de courrier, selon le cas.
10. L'entrepreneur devra assurer le contrôle et la sécurité des articles en cours de transport. Il ne faudra pas laisser d'articles dans les véhicules le soir. Les articles non livrés devront être retournés le jour même au point de ramassage.

Exigences relatives aux chauffeurs-livreurs

11. Les chauffeurs-livreurs doivent avoir le souci du service à la clientèle et de l'entregent, avoir la capacité de bien travailler avec les autres ainsi qu'une apparence soignée, être de bons communicateurs et être fiables.
12. Les chauffeurs-livreurs doivent être munis d'une carte d'identité personnelle de l'entreprise et présenter cette carte lorsqu'on leur demande de le faire, à tous les points de ramassage ou de livraison.
13. L'entrepreneur doit fournir des chauffeurs-livreurs remplaçants en cas d'urgence. Ceux-ci doivent connaître les arrêts à effectuer.
14. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les chauffeurs-livreurs et les remplaçants sont équipés d'un téléphone cellulaire et d'un appareil Bluetooth, aux frais de l'entrepreneur. Les téléphones cellulaires et les appareils Bluetooth doivent toujours être en marche pendant les heures de travail. L'entrepreneur devra fournir au chargé de projet, avant le début du contrat, la liste des chauffeurs-livreurs et de leur numéro de téléphone cellulaire.
15. Les chauffeurs-livreurs doivent pouvoir se servir d'un système de suivi des colis portatif (Palm).
16. Conformément à l'article 1, Exigences relatives à la sécurité, de la PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, au moins l'un des chauffeurs-livreurs principaux doit détenir une cote de sécurité de niveau « Secret » ou supérieur pour que l'entrepreneur puisse fournir les services prévus au contrat subséquent. Quant aux autres chauffeurs-livreurs principaux, ils doivent détenir une cote de sécurité de niveau « Fiabilité approfondie » ou supérieure. Les cotes de sécurité détenues seront vérifiées après la clôture de la demande de soumissions, mais avant l'attribution d'un contrat.

Les arrêts ci-après doivent être desservis par le chauffeur-livreur titulaire d'une cote de sécurité de niveau « Secret » ou supérieur. Ces arrêts figurent aussi dans l'ANNEXE E-6, Horaire des arrêts aux établissements.

- Bureau du Conseil privé (341, rue Wellington);
- bureau du sous-ministre (Place du Portage, 15^e et 18^e étages, 11, rue Laurier, Gatineau).

Exigences relatives aux véhicules

Véhicules requis pour répondre au besoin :

17. Le soumissionnaire doit déterminer la taille des véhicules requis aux points de ramassage et/ou de livraison spécifiés à l'annexe « E-6 » – Horaire des arrêts aux établissements.
18. Les véhicules doivent être immatriculés et maintenus en bon état de fonctionnement et exempts de rouille. Afin de démontrer que les véhicules sont conformes aux exigences précisées, l'entrepreneur doit, sur demande, présenter l'immatriculation des véhicules et les autres détails pertinents qui indiquent clairement que les véhicules satisfont aux exigences.
19. Les véhicules utilisés doivent :
 - être dotés d'un système de verrouillage et de clés restreints;
 - être verrouillés lorsque les chauffeurs-livreurs ne sont pas dans les véhicules;
 - ne pas servir à transporter des passagers non autorisés.
20. L'entrepreneur doit fournir des véhicules de remplacement et des chauffeurs-livreurs remplaçants en cas d'urgence.

Exigences générales

21. L'entrepreneur doit fournir en continu les services des mêmes chauffeurs-livreurs, sauf pendant leurs vacances, en cas de congé de maladie ou pour toute autre raison précisée à l'annexe « E-3 » – Statut et disponibilité du personnel.

Il doit faire appel à des chauffeurs-livreurs remplaçants et à des véhicules de remplacement en respectant les délais suivants :
 - vacances – préavis d'une (1) semaine à donner au chargé de projet;
 - congés de maladie – au plus tard trente (30) minutes avant l'heure prévue du début de la tournée;
 - panne de véhicule – au plus tard trente (30) suivant la panne;
 - absence du chauffeur – au plus tard trente (30) minutes avant l'heure prévue du début de la tournée;
 - chauffeur incapable de terminer une tournée pour quelque raison que ce soit – au plus tard trente (30) minutes après le début de l'incident.
22. L'entrepreneur sera responsable de la sécurité des personnes qui se trouvent dans les locaux des ministères, ainsi que de la protection des biens ministériels en sa possession.
23. L'entrepreneur devra assumer les frais de carburant, d'huile, d'assurance et de stationnement et payer les contraventions de stationnement, ainsi que tous les autres frais relatifs à l'équipement et aux services. Le responsable du projet ne paiera que les frais précisés dans l'annexe B, Base de paiement.
24. Aucune limite n'est imposée quant au nombre d'articles distincts à transporter à la fois; il ne faut toutefois pas dépasser la capacité normale de transport des véhicules.
25. Tous les articles doivent être ramassés et livrés (en plus d'être numérisés, dans les cas où on demande à l'entrepreneur de le faire) au départ et à destination de chaque établissement, tel que précisé par le chargé de projet.
26. Les chauffeurs-livreurs devront, sur demande, signer eux-mêmes ou faire signer lisiblement les bordereaux de ramassage et de livraison. Si une signature n'est pas lisible, les chauffeurs-livreurs devront demander au destinataire son nom et l'indiquer en caractères d'imprimerie, de même que l'heure de livraison, sur le bordereau de livraison.

27. Les chauffeurs-livreurs doivent se présenter dans chaque établissement précisé, même s'il n'y a pas de courrier ou de marchandise à livrer. Ils doivent prévenir le chargé de projet lorsqu'il leur est impossible de se présenter à un point de livraison, en plus de leur faire connaître tous les retards par rapport au calendrier de livraison.
28. Pendant la période du contrat, en raison de circonstances indépendantes de la volonté et impossibles de prédire, les calendriers et les points de ramassage et de livraison peuvent occasionnellement être modifiés. L'entrepreneur sera informé par écrit de toute modification au moins trois (3) jours avant la date d'entrée en vigueur de la modification. Toutes les modifications prévues seront transmises au représentant de l'entrepreneur dont le nom est indiqué dans le contrat. Toutes les modifications devront être approuvées au préalable par l'autorité contractante.
29. L'entrepreneur doit nommer un responsable avec qui communiquer pour signaler les problèmes, demander des renseignements ou pour toute autre question se rapportant au contrat. Il devra immédiatement informer le chargé de projet de tout problème relatif aux chauffeurs-livreurs et/ou aux véhicules ou à toute autre question se rapportant aux services demandés dans le cadre du contrat.
30. L'entrepreneur doit être disponible pour participer aux réunions sur l'examen des services, à la demande du chargé de projet.
31. L'entrepreneur doit respecter l'ensemble des règlements fédéraux ou provinciaux et des arrêtés municipaux régissant le transport, selon les modalités définies dans le contrat. Il devra assumer tous les frais évalués à l'égard de ces règlements et arrêtés.
32. L'entrepreneur devra assumer les frais engagés par l'État pour les livraisons effectuées par des tiers à la suite d'arrêts omis. On entend pas arrêt omis une adresse de livraison où l'entrepreneur n'a pas offert les services requis conformément aux modalités du contrat.

Région (ville) de service

Ottawa/Gatineau, dans le centre-ville et à l'extérieur du centre-ville. Veuillez consulter les adresses à l'annexe « E-6 » – Horaire des arrêts aux établissements, et la carte.

Heures de travail

Les demandes de services seront normalement effectuées entre 7 h et 14 :30 h, du lundi au vendredi (sauf les jours fériés); des exceptions peuvent s'appliquer en fonction des différents besoins. Les chauffeurs-livreurs doivent aussi se présenter au travail à certains jours fériés, selon les instructions du chargé de projet.

REMARQUE : Le chauffeur-livreur qui détient une cote de sécurité de niveau « Secret » doit être disponible sur appel, chaque jour jusqu'à 17 h.

- Le jour de la Famille en Ontario (en février) n'est pas un jour férié au gouvernement du Canada et doit être considéré comme une journée de travail normale (de 7 h à 14 h 30).
- Le 24 juin, jour de la Fête de la Saint-Jean-Baptiste, c'est jour férié au Québec. Aucune tournée n'y est donc prévue ce jour-là. Toutefois, en Ontario, il s'agit d'une journée de travail normale. Tous les arrêts qui s'y trouvent doivent donc être desservis de 7 h à 14 h 30.

- Le premier lundi d'août, jour du Congé civique, c'est jour férié en Ontario. Aucune tournée n'y est donc prévue ce jour-là. Toutefois, au Québec, il s'agit d'une journée de travail normale. Tous les arrêts qui s'y trouvent doivent donc être desservis de 7 h à 14 h 30.

Exemple

ANNEXE « E-2 »

BASE DE PAIEMENT

Exemple

Base de paiement (Exemple pour le volet un)

Période initiale - Année 1

Période allant du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016

Catégories de chauffeurs-livreurs et de véhicules

Le soumissionnaire doit proposer un tarif ferme par tournée (par jour), qui comprend la catégorie de véhicule, un chauffeur-livreur et tous les équipements obligatoires connexes. Le tarif ferme par tournée doit être exprimé en dollars canadiens, taxe sur les produits et services et supplément pour le carburant en sus (le cas échéant). Les services doivent être offerts du lundi au vendredi.

Tournée n° 1 – Fourgonnette utilitaire (de 7 h 15 à 15 h 45) _____ \$

Tournée n° 2 – Camion de cinq tonnes (de 6 h 45 à 11 h 30) _____ \$

Tarif ferme total pour les deux tournées _____ \$

Remarque : Le tarif ferme par tournée proposé par le soumissionnaire ne doit pas dépasser le produit du nombre d'heures nécessaires pour effectuer la tournée multiplié par le tarif horaire maximal de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

On obtient le tarif horaire maximal en calculant au prorata le tarif journalier maximal à l'aide du facteur de 7,5 heures pour une journée.

Exemple : Si le tarif journalier maximal proposé dans l'arrangement en matière d'approvisionnement est de 200,00 \$, le tarif ferme proposé pour une tournée de deux (2) heures ne peut pas dépasser $200 \$ / 7,5 \times 2 = 53,33 \$$.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : L'utilisateur désigné doit décider si s'applique la formule ci-après pour le calcul du supplément pour le carburant. Il peut modifier les chiffres utilisés dans la formule en fonction de la conjoncture du marché du carburant ayant cours au moment de la publication de la demande de propositions.

Supplément pour le carburant (si applicable)

Le soumissionnaire doit facturer le supplément pour le carburant conformément au calcul suivant :

Le prix de base du carburant est établi à 0,95 \$ le litre, ce qui correspond à un supplément de 2 %. Pour chaque augmentation ou diminution de 0,04 \$ du prix mensuel moyen du carburant (voir l'indicateur de prix de MJ Ervin & Associates), le soumissionnaire ajoutera ou soustraira 1 % au pourcentage du supplément pour le carburant.

Le supplément pour le carburant doit être exprimé en pourcentage (%) du coût total du transport et être indiqué séparément dans la facture de l'entreprise.

Année d'option 1
Période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017

(REMARQUE : Dans le présent exemple, une option d'un (1) an sera exercée par le ministère ou l'organisme client.)

Catégories de chauffeurs-livreurs et de véhicules

Le soumissionnaire doit proposer un tarif ferme par tournée (par jour), qui comprend la catégorie de véhicule, un chauffeur-livreur et tous les équipements obligatoires connexes. Le tarif ferme par tournée doit être exprimé en dollars canadiens, taxe sur les produits et services et supplément pour le carburant en sus (le cas échéant). Les services doivent être offerts du lundi au vendredi.

Tournée n° 1 – Fourgonnette utilitaire (de 7 h 15 à 15 h 45) _____ \$

Tournée n° 2 – Camion de cinq tonnes (de 6 h 45 à 11 h 30) _____ \$

Tarif ferme total pour les deux tournées _____ \$

Remarque : Le tarif ferme par tournée proposé par le soumissionnaire ne doit pas dépasser le produit du nombre d'heures nécessaires pour effectuer la tournée multiplié par le tarif horaire maximal de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

On obtient le tarif horaire maximal en calculant au prorata le tarif journalier maximal à l'aide du facteur de 7,5 heures pour une journée.

Exemple : Si le tarif journalier maximal proposé dans l'arrangement en matière d'approvisionnement est de 200,00 \$, le tarif ferme proposé pour une tournée de deux (2) heures ne peut pas dépasser $200 \$ / 7,5 \times 2 = 53,33 \$$.

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : L'utilisateur désigné doit décider si s'applique la formule ci-après pour le calcul du supplément pour le carburant. Il peut modifier les chiffres utilisés dans la formule en fonction de la conjoncture du marché du carburant ayant cours au moment de la publication de la demande de propositions.

Supplément pour le carburant (si applicable)

Le soumissionnaire doit facturer le supplément pour le carburant conformément au calcul suivant :

Le prix de base du carburant est établi à 0,95 \$ le litre, ce qui correspond à un supplément de 2 %. Pour chaque augmentation ou diminution de 0,04 \$ du prix mensuel moyen du carburant (voir l'indicateur de prix de MJ Ervin & Associates), le soumissionnaire ajoutera ou soustraira 1 % au pourcentage du supplément pour le carburant.

Le supplément pour le carburant doit être exprimé en pourcentage (%) du coût total du transport et être indiqué séparément dans la facture de l'entreprise.

Base de paiement (Exemple pour le volet deux)

Instructions :

Les exemples dans les cases grises de la grille suivante s'appuient sur une proposition de trois véhicules. Les soumissionnaires doivent fournir les types de véhicules et les taux journaliers dans ces cases grises selon le nombre et le type de véhicules proposés.

	Taux quotidien ferme (en dollars canadiens) pour la distribution du courrier et des marchandises, comme il est détaillé aux annexes A et C.							
Jour de semaine	Période initiale Du 1 ^{er} avril 2015 au 31 mars 2017		Option 1 Du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018		Option 2 Du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019		Option 3 Du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020	
	véhicules	tarifs journaliers	véhicules	tarifs journaliers	véhicules	tarifs journaliers	véhicules	tarifs journaliers
Lundi	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$
	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$
	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$
	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$
Mardi	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$
	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$
	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$
	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$
Mercredi	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$
	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$
	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$
	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$
Jeudi	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$
	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$
	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$
	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$
Vendredi	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$	Voiture	100.00 \$
	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$	Mini-Fourgonette	110.00 \$
	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$	Fourgonette-utilitaire	150.00 \$
	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$	Total	360.00 \$
Taux quotidien total/ semaine		1,800.00 \$		1,800.00 \$		1,800.00 \$		1,800.00 \$

Remarque : Le soumissionnaire doit proposer un taux quotidien ferme pour les services décrits à l'annexe A – Énoncé des travaux, et à l'annexe « E-6 » – Horaire des arrêts aux établissements, TPS/TVH et supplément pour le carburant en sus.

Veuillez proposer un taux quotidien pour chaque jour de semaine selon le nombre estimatif d'heures requis pour fournir le service, conformément à l'annexe « E-6 » – Horaire des arrêts aux établissements.

Le taux quotidien proposé ne doit pas dépasser le taux quotidien maximum indiqué dans l'arrangement en matière d'approvisionnement E60LM-140025 émis au fournisseur/à l'entrepreneur, calculé au prorata selon le nombre d'heures requis pour fournir le service.

Supplément pour le carburant

Le soumissionnaire doit facturer le supplément pour le carburant conformément au calcul suivant:

Le prix de base du carburant est établi à 0.95 \$ le litre, ce qui correspond à un supplément de 2% pour chaque hausse ou baisse de 0,04 \$ (ou d'une portion de cette somme) du prix moyen du carburant, l'entrepreneur ajoutera ou soustraira 1% au pourcentage du supplément pour le carburant.

Le supplément pour le carburant doit être exprimé en pourcentage (%) du coût total du transport et indiqué séparément sur la facture de l'entreprise.

Méthode d'évaluation financière

Aux fins de l'évaluation financière, le prix global total sera calculé selon la formule ci-après et les étapes suivantes :

1. Prix total pour la période initiale du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2017
Taux quotidien total pour une semaine pour la période initiale, multiplié par 104 semaines;
2. Prix total pour l'option 1 du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018
Taux quotidien total pour une semaine pour l'option 1, multiplié par 52 semaines;
3. Prix total pour l'option 2 du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019
Taux quotidien total pour une semaine pour l'option 2, multiplié par 52 semaines;
4. Prix total pour l'option 3 du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
Taux quotidien total pour une semaine pour l'option 3, multiplié par 52 semaines;
5. Prix global total pour les cinq années du 1^{er} avril 2015

Le prix global total pour les cinq années servira à la sélection pour l'attribution du contrat. Voir le tableau d'évaluation financière ci-après.

A	B	C	D = B x C
Durée	Taux quotidien total/semaine	Nombre de semaines	Total
Période initiale Du 1 ^{er} avril 2015 au 31 mars 2017	\$	104	\$
Option 1 Du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	\$	52	\$
Option 2 Du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019	\$	52	\$
Option 3 Du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020	\$	52	\$
Prix global total Somme de la colonne D			\$

ANNEXE « E-3 »

ATTESTATIONS

1. Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque personne qu'il a proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

Signature du représentant autorisé Date

2. Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux exigés par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ces derniers. Si, pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'une personne indiquée dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des compétences et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit informer l'autorité contractante de la raison du remplacement et fournir le nom, les compétences et l'expérience du remplaçant proposé. Aux fins de cette clause, seules les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

S'il a proposé une personne qui n'est pas à son emploi, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité.

Signature du représentant autorisé Date

3. Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seules les soumissions accompagnées d'une attestation indiquant que le service offert est un service canadien, comme il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées. Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le service offert sera traité comme un service non canadien.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien au sens du paragraphe 2 de la clause A3050T.

Signature du représentant autorisé Date

ANNEXE « E-4 »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
(insérer s'il y a lieu)

Exemple

ANNEXE « E-5 »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. Assurance de responsabilité civile commerciale

1.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

1.2 La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

c) Produits et travaux terminés : Blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur.

d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux.

f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

(g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable).

i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités réalisées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

n) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, bureau SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

2. Assurance responsabilité civile automobile

2.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

2.2 La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- a) assurance de responsabilité civile – limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
- b) assurance individuelle – lois de toutes les juridictions;

- c) garantie non-assurance des tiers;
- d) avis d'annulation – l'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

3. Assurance tous risques relative aux transports

3.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance tous risques relative à tous les transports applicables pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle et dont le montant ne doit pas être inférieur à (l'autorité contractante doit insérer la valeur approximative des biens à être transportés par envoi)

_____ \$ par envoi. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante :

_____. (L'autorité contractante doit insérer l'une des bases d'évaluation suivantes :

« coût de remplacement (nouveau) », « valeur au jour des sinistres (coût non amorti) » ou
« valeur agréée (estimation) ».)

3.2 Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou de tout dommage à ses biens et doit superviser, examiner et documenter les pertes ou les dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.

3.3 La police d'assurance tous risques relative aux transports doit comprendre les éléments suivants :

a) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

b) Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.

c) Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par _____ (insérer le nom du ministère ou de l'organisme) et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou à tout dommage aux biens, peu en importe la cause.

ANNEXE « E-6 »

HORAIRE DES ARRÊTS AUX ÉTABLISSEMENTS

(Veuillez vous reporter au document ci-joint.)

Exemple

ANNEXE « E-7 »

DONNÉES SUR L'UTILISATION ANTÉRIEURE OU L'UTILISATION ESTIMÉE

(Veuillez vous reporter au document ci-joint.)

Exemple